

SEANCE ORDINAIRE DU 11 AVRIL 2013

Procès-verbal

L'an deux mille treize et le onze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABBOU, M. J.-M. ALAUZET, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. J.F. AUDRIN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BLANPIED, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. C. BOUILLE, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme M. CASTRE, M. P. CHASSING, Mme J. CLAVERIE, M. J.-P. COULET, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, M. L. JAOLU, M. B. JEAN, M. R. JOUVE, Mme C. LABROUSSE, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR, M. E. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. R. REVOL, M. A. SIVIEUDE, Mme R. SOUCHE, M. R. SUBRA, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. C. VALETTE, Mme B. PAU suppléant de M. P. BONNAL.

Pouvoir(s):

Mme A. BENOUARGHA JAFFIOL à Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, M. T. DEWINTRE à M. P. CHASSING, Mme F. DOMBRE-COSTE à Mme E. BECCARIA, M. M. DUFOUR à M. M. ASLANIAN, Mme I. GUIRAUD à M. J.F. AUDRIN, M. M. PASSET à M. H. MARTIN, Mme D. SANTONJA à M. H. ALLOUCHE, M. N. SEGURA à M. J.-M. LEGOUGE, M. C. SUDRES à Mme F. PRUNIER, M. F. TSITSONIS à M. M. DELAFOSSE, M. P. VIGNAL à M. B. ABBOU, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Absent(es):

Mme N. MIRAOU, M. P. SAUREL, M. P. THINES

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 50 affaires. Monsieur le Président propose de passer les affaires Sports après l'affaire n°11 :

n°26 : Sports - Palais des sports René Bougnol - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition au Montpellier Agglomération Handball - Autorisation de signature

n°27 : Sports - Complexe de rugby Yves du Manoir - Brasserie - Avenant n°1 à la convention temporaire d'occupation du domaine public - Autorisation de signature

n°28 : Sports - Stade de la Mosson Mondial 98 - Aménagements - Marché de maîtrise d'œuvre n°S.13.05 - Autorisation de signature

n°29 : Sports - Stade de la Mosson Mondial 98 - Aménagements - Marchés de prestations intellectuelles - contrôle technique n°S13.02 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n°S13.03 - Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux n° S13.01 - Autorisation de signature

n°30 : Sports - Fonds spécial sport - Attribution de subventions

n°31 : Sports - Piscine les Néréides à Lattes - Avenant n°1 au marché de travaux n°2253DS10 lot n°12 - Autorisation de signature

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU JEUDI 21 MARS 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet de procès verbal de la séance du jeudi 21 mars 2013. Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Le projet de procès verbal de la séance du jeudi 21 mars 2013 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2013-10 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un contrat de cession de droits d'auteur avec Claire Bigard-Feuillard

Objet : Un marché de prestation de service est passé avec Claire Bigard-Feuillard. Ce marché concerne la cession des droits d'auteur pour six planches de bandes dessinées, autorisant leur reproduction dans tout support de communication interne ou externe du Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades, ainsi que dans le catalogue de l'exposition « Une Odyssée gauloise » et sur les cartes postales en vente à sa boutique. La cession est consentie pour tout le temps que durera la propriété littéraire et artistique de l'auteur d'après la législation française (soit une durée de 70 ans après le décès de l'auteur), y compris, le cas échéant, les prolongations légales qui pourraient être apportées à cette durée. Le montant du marché s'élève à 600 € H.T.

N°D2013-31 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative au marché n°3158GD12 pour le contrôle externe de la mise en œuvre de la couverture définitive de l'ISDND de CASTRIES - Essais de la perméabilité

Objet : Le marché n°3158GD12 de prestations intellectuelles est conclu avec la société BURGEAP, sise 940 route de l'aérodrome, BP51260, 84911 AVIGNON cedex 9. Ce marché concerne la réalisation des essais de perméabilité sur la couverture définitive du casier n°1 de l'Installation de Stockage de Déchets ménagers et assimilés non Dangereux (ISDnD) de Castries pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet pour une période courant de sa notification jusqu'au 30 septembre 2014. Le montant du marché s'élève à 9 600,00 € H.T.

N°D2013-39 - 08/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à l'avenant n°2 de transfert au marché n°2223DC10 de la société Aegitna LR à la société Agence de Sécurité Intégrale pour le gardiennage du Musée Fabre à Montpellier

Objet : Un avenant n°2 au marché n°2223DC10 doit être passé en vue du transfert à la société Agence de Sécurité Intégrale des prestations exercées jusqu'alors par Aegitna LR.

N°D2013-50 - 08/03/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à la mise en location d'une maison d'habitation située 99 rue Charles Gounod sur une parcelle cadastrée OC 0130 Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier donne à bail à monsieur Patrice Murciano une maison d'habitation située au 99 rue Charles Gounod à Montpellier. Le contrat est consenti pour une durée de 6 ans, renouvelable par reconduction expresse, le montant mensuel du loyer s'élève à 1039,74 €.

N°D2013-55 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société BONZOM RICHARD sur le parc 2000 extension à Montpellier

Objet : La candidature de la société BONZOM RICHARD est agréée vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Parc 2000 extension. Elle est candidate à l'acquisition du lot C5 de 1 987 m². Cette parcelle a une SHON maximale de 985 m². L'utilisateur final sera la société ELA INNOVATION dont l'activité est la conception électronique et RFID. La société prévoit 15 emplois à 3 ans.

N°D2013-62 - 08/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur Non Réalisateur pour l'extension de l'Aquarium Mare Nostrum

Objet : Un marché d'assurance Dommages Ouvrage Constructeur Non Réalisateur est passé avec la société Gras Savoye domiciliée 33-34 quai de Dion-Bouton 92814 Puteaux. Ce marché concerne l'extension de l'aquarium Mare Nostrum du pôle ludique Odysseum à Montpellier. Le marché prend effet le lendemain du paiement de la prime provisionnelle. Sa durée est de 10 ans à compter de cette date. Le montant du marché s'élève à 54 047,37 € H.T.

N°D2013-66 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de deux aquarelles de Jean Joseph Bonaventure Laurens au musée Fabre par un donateur anonyme

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de deux aquarelles de Jean-Joseph Bonaventure Laurens, la plage de Palavas et les étangs de Palavas. Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-77 - 12/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3174RI12 de maintenance de la solution de messagerie Zimbra

Objet : Un marché n°3174RI12 de fournitures courantes et services est passé avec la société Starxpert à Lyon. Ce marché concerne la maintenance de la solution de messagerie Zimbra. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'1 an, renouvelable 2 fois. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 10 000 € H.T. et le maximum annuel à 40 000€ H.T.

N°D2013-86 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Musée Fabre - Association Champ Libre

Objet : Dans le cadre d'une collaboration artistique, le musée Fabre de la communauté d'Agglomération de Montpellier a été sollicité par l'association Champ Libre afin d'accueillir dans ses locaux la 8^{ème} édition du Festival Architectures Vives. Il convient donc d'autoriser par convention l'occupation de la cour de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran du 6 au 17 juin 2013 à titre gratuit.

N°D2013-89 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3165GD12 de pompage et transport des eaux de lavage des véhicules de collecte depuis la plateforme d'exploitation de la Régie de collecte de Pignan vers MAERA

Objet : Un marché à procédure adaptée n°3165GD12 est passé avec la société SRA SAVAC, ZAC de Tournezy, 91 rue Maurice le boucher, 34078 Montpellier Cedex 03. Ce marché concerne le pompage, le transport, et le traitement à MAERA des eaux de lavage des véhicules de collecte du site de Pignan de la Régie de collecte. Le marché est estimé à 30 000 € H.T., sur la base d'un coût unitaire de pompage, transport et traitement de 41,95 €H.T. par mètre cube d'eau de lavage. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la mise en service de l'installation traitement des eaux sur le site d'exploitation de la Régie de collecte à Pignan. Cette mise en service est prévue courant juin 2013.

N°D2013-90 - 08/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Hamelin

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Hamelin joué du 30 avril au 5 mai 2013 au théâtre La Vista. Ce marché est conclu avec la Compagnie Tchouchak et le Théâtre de la Méditerranée La Vista, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C.

N°D2013-91 - 08/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Voyage au cœur

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle " Voyage au cœur " joué du 4 au 6 avril 2013 à la Maison pour Tous Albert Camus de la ville de Montpellier. Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâvida et la Ville de Montpellier, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 600 € T.T.C.

N°D2013-93 - 01/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3225DE13

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3225DE13 est passé avec l'Agence de Presse JAM. Cet avenant concerne la rédaction des pages du site économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Montpellier Unlimited. Le présent avenant s'élève à 2 800 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 22 000 € HT.

N°D2013-94 - 08/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle La maladie de Sachs

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle « La maladie de Sachs » joué les 14 et 15 mars 2013 à l'Esat La Bulle Bleue. Ce marché est conclu avec la Compagnie Théâtre de la Remise et l'Esat La Bulle Bleue, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 1 000 € T.T.C.

N°D2013-95 - 28/02/13 - Direction des Sports

Décision relative à une convention pour la mise à disposition du stade de la Mosson Mondial 98 au Comité du Languedoc de Rugby

Objet : Une convention est passée avec le Comité du Languedoc de Rugby. Cette convention concerne la mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » à Montpellier. Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » est établie soit pour le 27 avril 2013, soit pour le 28 avril 2013. Cette convention de mise à disposition du stade de la Mosson « Mondial 98 » stipule que le coût de location sera de 20 000 €. Elle stipule que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la maintenance de l'équipement le jour de la manifestation ainsi que le nettoyage de l'installation. La convention précise également que le Comité du Languedoc de Rugby assumera les responsabilités légales et réglementaires de l'organisation, qu'elle prendra à sa charge la communication de l'évènement.

N°D2013-99 - 01/03/13 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant n°1 au marché n°2650T12 concernant l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2650T12 relatif à l'analyse de l'air dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier est passé avec la société POLE AIR. Cet avenant concerne la mise en place de contrôles supplémentaires en matière d'analyse de l'air dans les piscines Poséidon et les Néréides. Le présent avenant s'élève à 1 058,33 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 9 199,29 € H.T.

N°D2013-100 - 01/03/13 - Direction des Sports

Décision relative à un avenant-transfert n°1 au marché n°3037DS12 concernant la réalisation d'un parking mutualisé à Lattes

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3037DS12 doit être passé en vue du transfert à la société COLAS Midi-Méditerranée des prestations exercées jusqu'alors par la société SACER Sud-Est.

N°D2013-101 - 12/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3221DE13 d'impression et routage du magazine économique Montpellier Unlimited

Objet : Un marché n°3221DE13 de services est passé avec la SARL CHIRRIPO sise à PEROLS pour le lot 1 impression et avec l'entreprise ROUTAGE SERVICES sise à MILLAU pour le lot 2 routage. Ce marché concerne l'impression (lot 1) et le routage (lot 2) du magazine Montpellier Unlimited pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La durée du marché est de 12 mois à compter de sa notification. Le montant du marché s'élève à 70 000 € H.T. pour le lot 1 et 50 000 euros H.T. pour le lot 2.

N°D2013-102 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à marché n°3192GD12 de mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne

Objet : Un marché n°3192GD12 de services est passé avec la société VENATECH sise 23 boulevard de l'Europe 54503 VANDOEUVRE cedex. Ce marché concerne une mission de contrôle des vibrations ressenties sur le site de l'ISDnd de CASTRIES dues aux tirs de mines de la carrière mitoyenne. Le marché prend effet à compter de sa notification et prendra fin en décembre 2014. Le montant du marché s'élève à 22 800,00€ H.T.

N°D2013-103 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché de travaux n°3234GD13 d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST

Objet : Un marché n°3234GD13 de travaux est passé avec la société BUESA sise ZI René GOMEZ, 34500 BEZIERS. Ce marché concerne les travaux d'aménagement d'un merlon paysager sur le site de l'unité de méthanisation AMETYST. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'1 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 21 460,00 € H.T.

N°D2013-104 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 26 tableaux de Philippe Martineau à la médiathèque Albert Camus

Objet : Un contrat de prêt de 26 œuvres de Mr. Philippe MARTINEAU est conclu avec M. Philippe MARTINEAU. Ce contrat est conclu à titre gratuit. Il prend effet à compter du 1^{er} mars 2013 jusqu'au 26 mars 2013.

N°D2013-106 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du Chenal de la Lironde à Lattes - Exclusion des parcelles CX n° 31 et 32

Objet : Un avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du chenal de la Lironde en date du 29 mars 2011 est passé avec M. Jean-Louis ARGUEL, portant exclusion des parcelles sises Commune de Lattes et cadastrées section CX n° 31 et 32. Les autres articles de la convention initiale demeurent inchangés.

N°D2013-107 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Le Pioufle - ligne n°3 du tramway'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés et SCP Charrel et Associés suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1300258-10 près du Tribunal Administratif de Montpellier le 10 janvier 2013 par Madame Le Pioufle consécutivement à une chute corporelle dont elle a été victime et ce, dans le cadre de la construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-108 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à la location du film 'Nahla' de l'association 'Regards sur le cinéma algérien' à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU

Objet : Un contrat de cession de droits est conclu avec l'association "Regards sur le cinéma algérien" à l'occasion de la projection et la rencontre autour du film "Nahla" du réalisateur Farouk Belloufa à la médiathèque Jean Jacques ROUSSEAU pour un montant de 200 euros.

N°D2013-109 - 06/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition de 16 œuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs de Jean Millon à la médiathèque Albert Camus

Objet : Un contrat de prêt de 16 œuvres pour l'exposition « 16 œuvres de papiers de riz avec collages, encre de chine et couleurs » est conclu avec M. Jean MILLION. Le prêt est conclu à titre gratuit. Il prendra effet à compter du 4 juin 2013 jusqu'au 2 juillet 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 4 050€ pour la période du 4 juin 2013 au 2 juillet 2013.

N°D2013-111 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3249GD13 d'entretien des vêtements de travail de la Régie de collecte

Objet : Un marché à procédure adaptée n°3249GD13 est conclu avec la société ELIS Provence, sise à Nîmes. Ce marché concerne l'entretien des vêtements de travail des agents de la Régie de collecte des déchets ménagers. Le montant du marché s'élève à 19 182,18 € H.T. Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

N°D2013-112 - 12/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à la modification du règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération

Objet : Le règlement intérieur à destination du public du réseau des médiathèques est modifié. Le nouveau règlement intérieur prendra effet à la date de sa signature, et sera diffusé et affiché au sein des médiathèques du réseau ainsi que sur tout support, papier et numérique.

N°D2013-113 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à une convention d'occupation du domaine public avec l'ESBAMA dans le cadre de l'opération résidence d'artiste au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Dans le cadre de l'opération « résidence d'artiste agissant dans le domaine du numérique au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega, dédiée au NTIC, une convention d'occupation du domaine public est conclue avec l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier pour une période de 12 mois à compter du 1er février 2013, soit jusqu'au 31 janvier 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'ESBAMA pour la surface de 12,34 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 153,14 €.

N°D2013-114 - 06/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS REXEL FRANCE dans la ZAC Garosud

Objet : La candidature de la société REXEL FRANCE est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Garosud. Elle est candidate à l'acquisition du lot 1A de 6 102 m² pour y construire un bâtiment de bureaux et stockage ainsi qu'une surface commerciale professionnelle de 2 243,30 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 3 051 m². La société projette un effectif de 42 personnes dans 3 ans.

N°D2013-116 - 12/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional de dix-neuf films de la Société ADL Production

Objet : Un contrat d'achat de droits non commerciaux et non exclusifs en vue de la numérisation d'un fonds audiovisuel régional et de sa consultation à titre individuel sur demande par les abonnés du réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération est conclu avec la société ADL Production. Le contrat est conclu pour une durée de 10 ans, pour la somme forfaitaire de 6 464 €. Le contrat concerne l'achat des droits non commerciaux et non exclusifs des 19 films suivants : « La Terre des Artifices », « Les Gens de Thau », « Balade en Pays Protestant », « Alger, au temps des 'Vraies Richesses' », « Edmond Charlot, éditeur », « La Camargue par les cornes », « L'apprenti mangaka », « Les tribulations d'une triplète », « La fièvre de la Daurade », « La Prima Auba », « Jeux de regards », « Sardanajazz », « Sinhes », « Et pourtant elle tourne ! », « La Souricière », « Mise en examen », « Jour de parloir », « Le Juge de Paix », « Parole d'Évangile ».

N°D2013-117 - 06/03/13 - Direction du Développement Économique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SPECIFIC POLYMERS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée est conclu avec la société SPECIFIC POLYMERS pour une période de six mois à compter du 28 février 2013 soit jusqu'au 31 août 2013. La redevance mensuelle à payer par la société SPECIFIC POLYMERS pour la surface de 106,70 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 642,90 euros H.T.

N°D2013-120 - 08/03/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant n°1 au marché de prestations intellectuelles n°2840GD11 pour la réalisation de l'audit technique et financier du contrat de DSP d'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST

Objet : Un avenant n°1 au marché n°2840GD11 de prestations intellectuelles est passé avec les sociétés NALDEO sise 2 boulevard VAUBAN, 78 182 Saint QUENTIN en YVELINES et FINANCES CONSULT sise à PARIS. Cet avenant concerne la réalisation en tranche ferme d'une partie des missions prévues en tranche conditionnelle 1, la réalisation de missions complémentaires, ainsi que la prolongation de la durée de la tranche ferme jusqu'au 31 mars 2013 et l'augmentation en conséquence du montant de la tranche ferme. Le présent avenant s'élève à 6 200,00 € H.T., soit 4,06 % d'augmentation du montant initial du marché. Le nouveau montant des tranches ferme et conditionnelle n°1 du marché s'élève respectivement à 102 145,00 € H.T. et 10 575 € H.T.

N°D2013-121 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du logiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE

Objet : Un contrat de maintenance et de support informatiques est conclu avec la société ATEXO sise à Paris. Ce contrat concerne le logiciel portail de dématérialisation des marchés publics LOCAL TRUST MPE utilisé par les Directions des Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les communes ayant signé une convention de mise à disposition de ce service. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 5 023,20 € T.T.C.

N°D2013-122 - 14/03/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché n°3255DS13 concernant une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique

Objet : Un marché n°3155DS13 est passé avec la société NOVAREA sise à GELLAINVILLE (28). Ce marché concerne la mise en œuvre d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la restructuration de terrain de rugby en gazon synthétique ainsi que d'une mission de diagnostic et de contrôle technique en cours de préparation et d'exécution des travaux. Le marché prend effet à compter de sa notification, sauf renonciation du titulaire. Sa durée est de 8 semaines à compter de l'ordre de service. Le montant du marché s'élève à 20 150,00 € H.T.

N°D2013-123 - 18/03/13 - Service de Proximité et de Solidarité

Décision relative au marché n°2450PS de fournitures de cercueils, capitons et accessoires - lot n°1

Objet : Un avenant au marché n°2450 PS - lot n° 1 doit être passé en vue du transfert à la société BERNIER Frères des prestations exercées jusqu'à lors par la société MCGM.

N°D2013-124 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3214RI12 d'acquisition de licences Alfresco Enterprise

Objet : Un marché d'acquisition de licences Alfresco Enterprise est conclu avec la société STARXPRT sise à Lyon. Ce marché concerne le renouvellement des licences Alfresco Enterprise Content Management utilisées pour la gestion électronique de documents ainsi que la souscription au support technique. Ce marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations pour une durée d'1 an. Le montant du marché est compris entre un minimum de 10 000 € H.T. et un maximum de 45 000 € H.T.

N°D2013-125 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de surface pour l'implantation d'un poste de transformation de courant électrique et d'une servitude de tréfonds pour les câbles souterrains - Parcelle cadastrée section AR n° 172 - Commune de Castelnau le Lez

Objet : Une convention de servitude pour la mise à disposition d'un terrain d'une superficie de 16,50 m² est consentie par la Communauté d'Agglomération à ERDF sise à Paris La Défense Cedex, représentée par Monsieur Benjamin AMBEC. Cette convention autorise l'implantation d'un poste de transformation et tous ses accessoires, notamment les câblages souterrains alimentant le réseau de distribution publique, sur la parcelle cadastrée section AR n°172, conformément au plan annexé. La présente convention est consentie par la Communauté d'Agglomération à titre gratuit eu égard à l'usage que la Communauté d'Agglomération pourra en avoir ultérieurement.

N°D2013-126 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics au profit de la Communauté d'Agglomération sur la parcelle cadastrée section BR n° 223 - Commune de Lattes

Objet : Une convention de servitude de passage perpétuel d'accès ainsi qu'un droit de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations ou autre éléments nécessaires aux réseaux secs et humides, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Société MONPASS, représentée par M Marc Grégoire son gérant, sur la parcelle sise à Lattes, elle concerne la parcelle cadastrée section BR n° 223. La présente convention est consentie à titre gratuit, frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-127 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'SAIDI Alain'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête n°1205646-4 le 28 décembre 2012 près le tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Alain Saidi tendant à obtenir indemnisation pour préjudice commercial subi consécutivement aux travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-128 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Arnal Christian'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au groupement d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" et "SCP Charrel et Associés" suite au dépôt de la requête en référé expertise médicale n°1300381-10 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 17 janvier 2013 par Monsieur Christian Arnal tendant à la désignation d'un expert consécutivement à une chute corporelle dont il a été victime sur le chantier de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-129 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS

Objet : Un avenant à la convention d'accompagnement méthodologique du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à Rennes. Cet avenant concerne le logiciel REGARDS installé à la Direction des Finances. Cet avenant prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant maximum annuel de cet avenant s'élève à 3 537,22 € T.T.C. Le nouveau montant annuel de la convention s'élève donc à 8 377,18 € T.T.C.

N°D2013-130 - 28/02/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'ALZIEU'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA00248 le 21 janvier 2013 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par les consorts Alzieu contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 9 novembre 2012 rejetant leur demande d'indemnisation consécutivement aux travaux d'élargissement de l'Avenue Mas de Rochet à Castelnau le Lez.

N°D2013-131 - 04/03/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance et d'assistance du logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS

Objet : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES sise à Rennes. Ce contrat concerne le logiciel d'analyse prospective financière intercommunale REGARDS installé à la Direction des Finances. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'1 an, du 1^{er} janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2014. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 4 553,84 € T.T.C.

N°D2013-132 - 08/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'achat du spectacle Joanda au Théâtre Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle Joanda donné le 23 mars 2013 au Théâtre Pierre Tabard dans le cadre du Printemps Occitan. Ce marché est conclu avec l'Association des Amis du Théâtre Pierre Tabard, Diffuseur. Le montant du marché s'élève à 800 € T.T.C.

N°D2013-133 - 28/02/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux - Commune de Lattes - Parcelles cadastrées section EB n° 71 et 218

Objet : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Alain SENEGAS concernant une emprise de 23 450 m² sur les parcelles cadastrées section EB n° 71 et 218 situées sur la Commune de Lattes au lieu-dit Tournefort. Cette convention est passée pour une

durée de DOUZE mois à compter du jour d'occupation des terrains. Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire et globale de 2 300 €.

N°D2013-135 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} avril 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2013. A compter du 1^{er} avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IMAIOS pour la surface de 92,98 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 1 329,61 euros.

N°D2013-136 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IVAOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société IVAOS pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} mars 2013, soit jusqu'au 28 février 2014. A compter du 1^{er} mars 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société IVAOS pour la surface de 22,16 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 294,28 euros.

N°D2013-138 - 14/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3262DC13 de travaux d'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition 'L'architecture maçonnique du 18^{ème} siècle à nos jours' à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola

Objet : Un marché de travaux n°3262DC13 est passé avec l'entreprise Les Ateliers du Sud, sis Route de Mauguio à LANSARGUES. Ce marché concerne l'aménagement scénographique d'un espace ouvert au public pour l'exposition « L'architecture maçonnique du 18^{ème} siècle à nos jours », présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération de Montpellier Emile Zola de mai à juillet 2013. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 6 mois. Le montant du marché s'élève à 49 811,96 € T.T.C.

N°D2013-139 - 08/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société QUALTERA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société QUALTERA pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} avril 2013, soit jusqu'au 31 mars 2014. A compter du 1^{er} avril 2013, la redevance mensuelle hors taxes à payer par la société QUALTERA pour la surface de 220,64 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 2 930,10 euros.

N°D2013-140 - 12/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition De la tête et du cœur à la médiathèque Aimé Césaire

Objet : Un contrat de prêt de l'exposition « De la tête et du cœur » est conclu avec M. Philippe Aubry, à titre gratuit. Cette exposition est présentée à la médiathèque Aimé Césaire du 9 avril au 18 mai 2013.

N°D2013-143 - 04/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester concernant l'affaire Savignac

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à un dépôt de plainte relatif à un détournement de fonds publics. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à comparaître devant le tribunal correctionnel de Montpellier le 6 mars 2013. La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

N°D2013-147 - 12/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de 29 photographies de Jean-Louis BEC dans le cadre de l'exposition 'Côté Jardin côté cours' à la médiathèque Albert Camus

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres est conclu avec Jean-Louis BEC dans le cadre de l'exposition "Côté Jardin côté cours" à la médiathèque Albert Camus. Ce prêt est consenti à titre gratuit pour 29 photographies NB encadrées.

N°D2013-148 - 12/03/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit d'œuvres pour l'exposition 'l'Art Postal, Carnets de voyage'

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres pour l'exposition « L'Art postal, Carnets de voyage » est conclu au bénéfice du collège Gaston Doumergue, Sommières. Les prêts de l'exposition de « L'Art postal Carnets de voyage » prendront effet à compter du 20 mars au 10 avril 2013. Le prêt des œuvres est consenti à titre gratuit.

N°D2013-149 - 12/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Pascal Heymes'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1300897-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Pascal Heymes contre la délibération du Conseil d'Agglomération du 20 décembre 2012 relative à la taxe d'habitation : application de l'article 17 de la loi de finances rectificative pour 2012.

N°D2013-153 - 12/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société REPAR'STORES sur le parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas

Objet : La candidature de la société REPAR'STORES est agréée en vue de l'acquisition dans la ZAC Marcel Dassault. Son activité est la fabrication de volets roulants, le négoce de gros et la formation professionnelle et activité de franchiseur. Elle est candidate à l'acquisition du lot 21 de 2 595 m². L'entreprise projette un effectif de 13 personnes dans 3 ans.

D2013-155 – 12/03/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant réduisant la surface de locaux occupés par le pôle mondial de compétitivité EAU, en abrégé Pôle EAU, au sein du bâtiment MIBI

Le Pôle EAU disposant d'une surface de 155,50 m² a demandé l'autorisation de restituer un plateau de 29,20 m² initialement pris à bail et qui est resté inoccupé compte tenu de changements dans le déploiement des effectifs du service. Considérant qu'il peut être donné une suite favorable à cette demande, le Pôle EAU est autorisé à restituer le bureau 2.33 pour une surface totale de 29,20 m² à compter du 1^{er} mars 2013. A compter de cette date, la surface occupée par le Pôle EAU passe de 155,50 m² à 126,30 m² et le loyer mensuel hors taxes à payer par le Pôle EAU pour la surface occupée dans le bâtiment MIBI s'élève à 1 612,85 euros.

N°D2013-166 - 21/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Le Sas le Comptoir Italien'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats la "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS le Comptoir Italien contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

N°D2013-167 - 21/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir du Boucher'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par "La SAS Le Comptoir du Boucher" contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

N°D2013-168 - 21/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'La SAS Le Comptoir des Brasseurs'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS Le Comptoir des Brasseurs contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 relatifs à la redevance spéciale des déchets non ménagers émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

N°D2013-169 - 21/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'la SAS Odyssée Pirates'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de l'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier par la SAS Odyssée Pirates contre les titres exécutoires du 2 janvier 2013 émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et relatifs à l'application de la redevance spéciale des déchets non ménagers.

N°D2013-181 - 19/03/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 25 mars 2013 - Avis sur la modification du règlement de service relatif à l'eau potable et sur le projet de recherche et développement concernant la télé relève

Objet : Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux afin qu'elle émette un avis sur la modification des règlements de service applicables en matière d'eau potable et concernant le projet de recherche et développement à intervenir concernant la télé relève dans le domaine de l'eau potable, lors de sa séance du 25 mars 2013.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 LA CIRCULADE - MARCHÉ N°3.171 DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RÉALISATION D'UN PARKING D'ÉCHANGE EN OUVRAGE SUR LE PÔLE D'ÉCHANGE MOSSON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°6289 du 21 décembre 2004, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 3^{ème} ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2007-01-1185, en date du 18 juin 2007, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique les travaux et acquisitions nécessaires à la réalisation de la 3^{ème} ligne et à l'extension ouest de la ligne 1 du tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11019 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson selon une procédure négociée avec mise en concurrence conformément à l'article 168 du code des marchés publics et a approuvé la composition du jury, dressant la liste des candidats admis à négocier, issue de l'élection par le Conseil.

Le présent marché porte sur des missions de maîtrise d'œuvre comprenant la mission de base pour les ouvrages de bâtiment et une mission complémentaire d'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier, pour la réalisation d'un parking en ouvrage sur l'emplacement du parking d'échanges de la Mosson des lignes 1 et 3 de tramway, dont la livraison est prévue à l'été 2015.

Ce marché à prix global et forfaitaire est passé pour une durée de 30 mois à compter de sa notification.

La rémunération concerne l'ensemble des missions contractuelles ; elle tient compte de l'appréciation de la complexité de l'opération et de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, évaluée à 11 millions € H.T., sur laquelle porteront les missions confiées au maître d'œuvre.

TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a lancé une procédure négociée conformément à l'article 168 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 20 juillet 2012.

Quarante candidatures ont été reçues dans les délais. Après analyse des candidatures et avis du jury réuni le 1^{er} octobre 2012, l'entité adjudicatrice a décidé de retenir cinq candidats au regard de leurs capacités techniques, financières et professionnelles :

- groupement AZEMA / BETEM
- groupement BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL
- groupement CARBONNET ARCHITECTE / ARTELIA
- groupement RKNL / BPR / ALTROS / INGEROP
- groupement N+B / SIGMA ACOUSTIQUE / INGEROP / ARCORA / VULCANEO

Le Représentant de l'Entité Adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 21 novembre 2012, a procédé à l'ouverture des offres initiales. Cinq offres ont été reçues.

Après analyse de ces offres, la phase de négociation s'est engagée avec les cinq candidats. Une réunion de négociation avec chacun des candidats s'est tenue le 18 décembre 2012.

A l'issue de la négociation, un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 29 janvier 2013, a procédé à l'ouverture des offres négociées. Les cinq candidats ayant été admis à négocier ont tous remis une nouvelle offre.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique pour 60 %, appréciée au regard de la compréhension du programme et de la capacité à respecter l'enveloppe financière,
- prix des prestations pour 30 %,
- délai d'exécution pour 10 %.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et des négociations intervenues avec les 5 candidats mentionnés ci-dessus, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 février 2013 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL, mandataire BOYER-PERCHERON-ASSUS de Montpellier (34), jugée l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation, avec un taux de rémunération de 6,8375 %, correspondant à l'ensemble des missions de maîtrise d'œuvre, induisant un montant provisoire de rémunération de 752 125 € H.T., établi sur l'enveloppe prévisionnelle de l'opération évaluée à 11 millions d'euros H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°3.171 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le marché n°3.171 avec le groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL, mandataire BOYER-PERCHERON-ASSUS de Montpellier (34), avec un taux de rémunération de 6,8375% correspondant à un montant provisoire de 752 125 € H.T., sur la base d'un montant prévisionnel d'opération de 11 millions d'euros H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ce marché ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - DOSSIER DE RÉALISATION - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

Le SCOT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Laverune sur le secteur «Las Serres» qui est desservi par la RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a

approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes. Les études d'urbanisme liées à la réalisation de la ZAC Descartes ont été confiées à l'équipe ayant pour mandataire le cabinet COSTE ARCHITECTES.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC Descartes. L'arrêté préfectoral n°2012-I-752 du 28 mars 2012, fixe les conditions d'ouverture des enquêtes publiques conjointes. L'utilité publique a été déclarée par arrêté préfectoral n°2012-I-2198 du 28 septembre 2012.

Conformément à l'article R.311-7 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, qui comprend :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser dans la zone :

Celui-ci prévoit notamment une trame viaire (voirie, poche de stationnement, trottoirs, plantations d'accompagnement et réseaux) avec une connexion sur la RD5E au Sud de la ZAC et avec la possibilité d'une seconde connexion sur la RD5E au Nord. Par ailleurs, le schéma d'aménagement donnera la possibilité de créer, le cas échéant, des extensions ultérieures à l'Ouest et au Nord.

La gestion des eaux pluviales se fera par la mise en place d'un système de collecte et de stockage des eaux pluviales (fossés enherbés, noues paysagères et bassin de rétention) avant rejet dans le fossé situé le long de la RD5E. Par ailleurs, un réseau d'eaux usées sera réalisé sur la RD5E, à l'extérieur de la ZAC (fond de concours).

- le projet de programme global de constructions à réaliser, avec :

Un front bâti de qualité architecturale et paysagère qui affirmera l'entrée de ville. La surface cessible prévisionnelle représente près 4.6 ha avec une surface de plancher indicative de 26 400 m². Ce programme est destiné à accueillir des activités artisanales, de petite industrie, de négoce et de logistique urbaine ainsi que des activités tertiaires et de service aux entreprises.

- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps qui font l'objet d'une concession d'aménagement sont les suivantes :

Avec des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, le bilan s'équilibre à 5 259 000 euros comprenant une participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 1 959 000 euros. Les dépenses prévisionnelles incluent 1 774 000 € H.T. d'acquisition du foncier, 2 232 000 € H.T. de travaux et 200 000 € H.T. de fond de concours lié à des réseaux extérieurs (eaux usées).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC Descartes à Lavérune,
- approuver les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,
- dire que le dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à la Mairie de Lavérune et à l'Hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVÉRUNE - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer le rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il favorise d'une manière générale les extensions urbaines dans le prolongement des tissus existants.

Le SCOT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord-est de la Commune de Lavérune sur le secteur «Las Serres» qui est desservi par la RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la Z.A.C. Descartes a été créée sur environ 6 hectares.

Par délibération n°9461 du 1^{er} avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a

été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la Z.A.C. Descartes. Les études liées à la réalisation de la ZAC Descartes ont été confiées à l'équipe ayant pour mandataire le cabinet COSTE ARCHITECTES.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC Descartes. L'arrêté préfectoral n°2012-I-752 du 28 mars 2012, fixe les conditions d'ouverture des enquêtes publiques conjointes. L'utilité publique a été déclarée par arrêté préfectoral n°2012-I-2198 du 28 septembre 2012.

Il est proposé au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Descartes à Lavérune.

Celui-ci prévoit notamment une trame viaire (voirie, poche de stationnement, trottoirs, plantations d'accompagnement et réseaux) avec une connexion sur la RD5E au Sud de la ZAC et avec la possibilité d'une seconde connexion sur la RD5E au Nord. Par ailleurs, le schéma d'aménagement donnera la possibilité d'extensions ultérieures à l'Ouest et au Nord.

La gestion des eaux pluviales se fera par la mise en place d'un système de collecte et de stockage des eaux pluviales (fossés enherbés, noues paysagères et bassin de rétention) avant rejet dans le fossé situé le long de la RD5E. Par ailleurs, un réseau d'eaux usées sera réalisé sur la RD5E, à l'extérieur de la ZAC (fond de concours).

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Programme des Equipements Publics de la ZAC Descartes à Lavérune établi en application de l'article R.311-8 du Code de l'Urbanisme,
- dire que le Programme des Equipements Publics sera tenu à la disposition du public à la mairie de Lavérune et à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicités prévues aux articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'Urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Congrès PALM PROTECT

Le CIRAD, sous l'autorité du Directeur de l'Unité Bioagresseurs, Département BIOS, Monsieur Christian CILAS, organisera du 28 au 31 mai 2013, au Cirad de Montpellier, une manifestation intitulée « PALM PROTECT ».

Ce séminaire international doit aborder le thème des moyens et stratégies pour éradiquer et contenir les ravageurs invasifs des palmiers *Rhynchophorus ferrugineus* et *Paysandisia archon*. De nombreux chercheurs européens sont attendus pour débattre de ce projet européen PALMPROTECT.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

1^{ère} Rencontre Nationale des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique

L'Association Française des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique, sous l'autorité de son Président, Monsieur Maxime HERVE, organisera du 5 au 7 juin 2013, sur le campus de la Gaillarde à SupAgro Montpellier, une manifestation intitulée « 1^{ère} Rencontre Nationale des Jeunes Chercheurs en Ecologie Chimique ».

Cette manifestation, organisée sous la forme d'un colloque scientifique abordera le thème de l'écologie chimique qui représente un vaste champ d'études en plein essor. Ce colloque marquera également la fusion de deux groupements de recherche, l'un réunissant les chercheurs travaillant en milieux terrestres, l'autre, les chercheurs en milieux marins. A cette occasion de nombreuses rencontres seront organisées avec des présentations de chercheurs reconnus et de jeunes chercheurs. Soucieux de développer les liens entre la science et les citoyens, cette manifestation sera clôturée par une conférence grand public.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

Congrès International d'Orientation de Montpellier – CIOM 2013

L'Association des Conseillers d'Orientation Psychologues de France (ACOP), sous l'autorité de son Président,

Monsieur Dominique HOCQUARD, organisera du 24 au 27 septembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès International d'Orientation de Montpellier – CIOM 2013 ».

Ce congrès international réunit conférenciers français et étrangers de renommée internationale, spécialistes de l'orientation et des sciences humaines, économiques et sociales. De 800 à 900 personnes sont attendues, professionnels de l'orientation, décideurs, enseignants et chercheurs. De nombreux échanges scientifiques et pratiques sont programmés entre décideurs et professionnels de l'orientation visant à faire évoluer et à améliorer la prise en charge des jeunes, collégiens, lycéens et étudiants de l'académie de Montpellier ainsi qu'à tous les jeunes adultes concernés par les questions de la formation et de l'insertion.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET DE GARE NOUVELLE DE MONTPELLIER - MODALITÉS DE LA CONCERTATION PRÉALABLE PROPOSÉES PAR RFF - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le projet de gare nouvelle de Montpellier se situe au cœur du grand projet d'aménagement urbain intitulé « Montpellier OZ Nature urbaine », porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il s'inscrit dans le projet du Contournement ferroviaire des agglomérations de Nîmes et Montpellier (CNM), projet déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat du 16 mai 2005 et dont la réalisation est envisagée en 2017.

RFF est initiateur de la gare nouvelle et futur co-contractant du contrat de partenariat pour la conception et la réalisation du projet. Un dialogue compétitif est engagé pour désigner le titulaire de ce Contrat de Partenariat début 2014, en vue d'une livraison et mise en service de la gare fin 2017.

Au regard de ces échéances, les projets d'aménagement « OZ Montpellier Nature Urbaine » et de la gare nouvelle font l'objet, au cours du premier semestre 2013, de procédures de concertation préalable au titre de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Dans ce contexte et afin de proposer au public une information lisible et claire sur ces deux projets, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité coordonner leurs dispositifs de concertation. Il s'agit de mener de façon cohérente la concertation sur le quartier OZ et celle sur les fonctionnalités de la gare dans ce quartier en œuvrant de manière coopérative.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé par délibération n°11349 du Conseil Communautaire du 17 janvier 2013, ses modalités de concertation. Celles-ci prévoient notamment la coordination avec RFF pour la concertation relative à la future gare.

De son côté, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, RFF sollicite aujourd'hui l'avis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur les modalités de sa concertation en qualité de maître d'ouvrage du projet de gare nouvelle.

Le dispositif élaboré par RFF comprend les dispositions suivantes :

1. Ambitions de la concertation

Il s'agit d'informer, dialoguer avec les parties prenantes et les habitants, tout en respectant :

- les règles de confidentialité induites par le dialogue compétitif avec les candidats en compétition,
- les exigences réglementaires en matière de participation du public,
- les contraintes calendaires du projet de gare en lien avec la mise en service du CNM.

2. Modalités de la concertation

La concertation dans le cadre du projet de gare nouvelle de Montpellier comporte un volet volontaire d'ateliers citoyens ainsi qu'un volet réglementaire d'information et de participation large des habitants (exposition, réunions publiques...).

La concertation volontaire prépare et alimente la concertation réglementaire. Elle se déroulera sous forme d'ateliers citoyens se réunissant à trois reprises de mars à mai.

La concertation réglementaire, qui se déroulera du 6 mai au 6 juin, prévoit :

- une large information du public,
- une expression du public par la mise en place d'une exposition présentant le projet et de registres, la tenue de réunion publique (cible grand public), la mise en place d'un questionnaire (cible usagers), des ateliers socioprofessionnels (cible acteurs socioprofessionnels) et l'organisation d'une réunion spécifique (cible riverains).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est associée à chacune des étapes de cette concertation.
Le bilan de la concertation sera dressé en juin 2013 en vue d'une signature par le Président de RFF au 30 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par RFF en vue d'associer le public et les acteurs locaux à l'élaboration du projet,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – PROJET D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - MARCHÉ DE SERVICE RÉALISATION D'UNE MAQUETTE VIRTUELLE 3D INTERACTIVE ET ÉVOLUTIVE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier ».

Ce site occupe une position clé à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens et fait partie à ce titre des 11 sites stratégiques identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier.

Le projet d'aménagement « OZ Montpellier Nature Urbaine », autour de la future gare TGV s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Dans cette perspective et en relation avec le calendrier de réalisation de la future gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SAAM, par convention de mandat après délibérations du Conseil Communautaire du 23 juin 2011 et du 30 octobre 2012, la conduite des études urbaines préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier.

En vue d'inscrire ce projet urbain dans le processus de ville intelligente, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite se doter d'outils et supports numériques innovants et ce dès la première phase de concertation du grand public.

Dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SAAM a ainsi organisé une consultation pour la réalisation d'une maquette physique au 1/1500^e et d'une maquette virtuelle 3D interactive et évolutive, sous forme d'un marché alloti réparti en deux lots :

Lot n°1 : réalisation de la maquette de l'ensemble du futur quartier Oz Montpellier Nature Urbaine au 1/1500^e sous forme de volume ;

Lot n°2 : réalisation d'une maquette 3D interactive et évolutive du projet urbain.

Le présent marché porte sur le lot n°2.

Le marché est passé pour une durée maximale de 4 ans à compter de sa date de notification. C'est un marché à bons de commande à prix unitaire sans minimum et maximum.

La SAAM, dans le cadre de son mandat d'études urbaines préalables, a lancé une procédure de consultation selon la procédure d'appel d'offre ouvert.

L'avis d'appel public à concurrence a été envoyé à la publication le 22 novembre 2012.

8 offres sont parvenues dans les délais et dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Après analyse des offres reçues, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 mars 2013 a décidé de retenir l'offre présentée par la société archi graphi sise à Saint Georges de Renains (69) pour un montant de 20 300 €H.T. ;

Elle constitue l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le marché pour la réalisation d'une maquette 3D interactive et évolutive,
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération à signer le marché avec la société archi graphi,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de la SAAM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : FINANCES – TAUX ET PRODUITS 2013 - FISCALITÉ DIRECTE - ADOPTION

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

1. Taux 2013 des quatre taxes directes locales

Depuis la réforme de taxe professionnelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit se prononcer sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : Taxe d'Habitation, Taxe sur le Foncier Bâti, Taxe sur le Foncier non Bâti et Cotisation Foncière des Entreprises (CFE).

Les autres taxes transférées, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) et Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) se voient appliquer un taux national.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a volontairement voté un budget primitif 2013 qui soutient l'économie locale en maintenant un niveau élevé d'investissement.

Compte tenu des efforts de gestion réalisés et de la santé financière de la collectivité, afin de préserver les ressources de nos ménages et de nos entreprises, les priorités en termes de développement du territoire, de solidarité et d'emploi pourront être réalisées sans augmentation de la fiscalité.

C'est pourquoi, afin de poursuivre nos engagements tout en maintenant les équilibres budgétaires, il est proposé de contenir l'ensemble des taux de fiscalité directe, sans augmentation soit :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 36,58%,
- Taxe d'Habitation : 12,08%,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 0,167%,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 5,69%.

Les bases nettes d'imposition prévisionnelles notifiées par la DRFIP s'élèvent aux montants suivants :

- Cotisation Foncière des Entreprises : 149 437 000€,
- Taxe d'Habitation : 631 029 000€,
- Taxe sur le Foncier Bâti : 541 364 000€,
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 2 004 000€.

En appliquant les taux proposés, ces bases déterminent un produit global de 131 910 464€.

A titre d'information, la DRFIP a également notifié les montants suivants :

- Allocations compensatrices : 5 465 659€,
- Taxe additionnelle au Foncier Non Bâti : 559 397€,
- IFER : 1 289 639€,
- CVAE : 29 217 401€,
- Tascom : 5 520 618€.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est contributrice au Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources, transcrit par un montant identique en recettes et en dépenses

- Prélèvement FNGIR : 18 517 780€

2. Taux 2013 de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

Les bases nettes de TEOM notifiées par les services fiscaux s'élèvent à 553 683 404€.

La Communauté d'Agglomération souhaite maintenir le taux au niveau de 11,25%, sans augmentation depuis 2009.

Le produit attendu s'élèvera à 62 289 383€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- maintenir le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58%,
- maintenir le taux de Taxe d'Habitation à 12,08%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167%,
- maintenir le taux de Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69%,
- maintenir le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 11,25%,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 1 (Prades le Lez)

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°11 : FINANCES – ACCORD LOCAL DE DÉMATÉRIALISATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES COMPTABLES ET DES DOCUMENTS BUDGÉTAIRES - FORMULAIRE D'ADHÉSION AU PROTOCOLE D'ÉCHANGE STANDARD - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. BREYSSE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans un processus ambitieux de dématérialisation et d'e-administration, qui concerne l'ensemble des services de la collectivité. L'un des axes de ce projet concerne la dématérialisation des procédures budgétaires et comptables : transmission dématérialisée des documents budgétaires au contrôle de légalité et dématérialisation des documents relatifs à l'exécution comptable, bordereaux, mandats, titres et pièces justificatives.

La dématérialisation des pièces comptables s'inscrit dans un double objectif de développement durable et de

rationalisation des procédures. Elle conduira à économiser plus de 50 000 feuilles de papier dès la 1^{ère} année de mise en place et permettra de réduire les délais de paiement aux entreprises.

Ce projet est conduit en partenariat étroit avec la Direction Régionale des Finances Publiques, comptable de la collectivité et la Chambre Régionale des Comptes, juge de l'exécution comptable. Il se concrétise par un accord local de dématérialisation des pièces justificatives dématérialisées et des documents budgétaires et par l'adhésion au Protocole d'Echange Standard Version 2 (PESV2). Ce protocole définit le format du flux informatique échangé entre la Collectivité et le Comptable public et porte sur l'ensemble des pièces comptables, mandats, titres et pièces justificatives.

La dématérialisation sera déployée progressivement : la mise en place du flux PESV2 et la dématérialisation des titres et des mandats s'effectuera dans un premier temps, suivront la dématérialisation des bordereaux puis celle des pièces justificatives. L'accord local sera modifié à chaque nouvelle étape en fonction de l'élargissement du périmètre d'application.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord local de dématérialisation,
- approuver le formulaire d'adhésion au PESV2,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention et les futurs avenants ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – MARCHÉ N°3269MG13 DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL SUR L'ENSEMBLE DES SITES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le bon fonctionnement du patrimoine bâti de la Communauté d'Agglomération de Montpellier nécessite la fourniture de gaz naturel.

L'activité de vente de gaz aux consommateurs finaux, qui se situe à l'interface entre les distributeurs et les consommateurs finaux est ouverte à la concurrence. Elle consiste à vendre au détail du gaz acheté en gros, soit dans le cadre de contrats d'approvisionnement de long terme, d'une durée de 15 à 20 ans, soit dans le cadre de transactions de court terme.

Avec la directive 98/30 du 22 juin 1998 puis la directive 2003/55 du 26 juin 2003 relatives au marché intérieur du gaz naturel, l'Union européenne a souhaité mettre en place un grand marché du gaz naturel. En France, ces deux directives ont été transposées par la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières, modifiées par la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006.

Depuis juillet 2007, l'ensemble des consommateurs est éligible, c'est-à-dire qu'ils peuvent librement changer de fournisseur et contractualiser des offres à un prix libre.

D'un point de vue financier, les prix sur le marché de gros de gaz se sont développés et sont inférieurs au tarif régulé qui sont des contrats à long terme indexés entre autres sur les produits pétroliers.

Ainsi la Communauté d'Agglomération de Montpellier a fait le choix de souscrire des contrats de gaz suivant des offres de prix libre. Suite à la délibération n°8831 du 26 mai 2009, un premier accord cadre a été réalisé avec des marchés subséquents couvrant la fourniture de gaz pour la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013. Ces marchés arrivant à échéance, il convient à présent de réaliser un nouvel accord-cadre.

Celui-ci sera attribué à l'issue d'un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 et 76 du Code des Marchés Publics.

Cet accord cadre est constitué de deux lots sans minimum et maximum. :

	Montant estimatif annuel de fourniture en € H.T.
Lot n°1 Sites existants	1 000 000 € H.T.
Lot n°2 Sites ouverts en cours d'accord-cadre	150 000 € H.T.

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, un nombre minimum de trois prestataires et un nombre maximum de cinq prestataires sera retenu pour chaque lot.

L'accord cadre aura une durée de quatre ans.

Pour le lot n°1, les prestataires seront mis en concurrence selon une périodicité définie dans l'accord-cadre. Dans le cadre de l'accord cadre actuel, il y a eu 2 marchés subséquents de 2 ans chacun.

Pour le lot n°2, les prestataires seront mis en concurrence à la survenance des besoins.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de la consultation des entreprises sur la base d'un accord cadre de fourniture de gaz naturel ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire, aux chapitres concernés ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à souscrire l'accord-cadre et les marchés subséquents à intervenir avant l'engagement de la consultation conformément à l'article L 2122-21.1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer l'accord-cadre et les marchés subséquents à intervenir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – DÉVELOPPEMENT DU RÉSEAU COMMERCIAL - QUARTIER ODYSSEUM - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Dans le cadre du développement du réseau de l'offre commerciale du quartier Odysseum, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de mettre à disposition un local commercial relevant de son domaine public.

Le local, d'une surface globale de 37 m² se situe Place des Grands hommes. Il sera mis à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Au terme d'une procédure de mise en concurrence ayant fait l'objet d'un avis de publicité, (mise en ligne sur la plateforme des marchés le 25 février 2013, et publication sur Midi Libre avec une date de remise des offres fixée au 21 mars à 12h) la SARL Glacier d'Odysseum, domiciliée 6, passage Lonjon à Montpellier, a été retenue. Elle présente une offre conforme aux exigences financières et techniques de la Communauté d'Agglomération, telles que définies dans les documents de consultation établis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La SARL Glacier d'Odysseum exercera dans ces locaux une activité de glacier.

A l'issue de la négociation intervenue, la redevance que devra acquitter la société sera composée, d'une part fixe arrêtée à 8 510 € H.T. par an et d'une part variable correspondant à la différence constatée entre 6% du chiffre d'affaires H.T. générée par l'exploitation des locaux objets de la convention et le montant de la part fixe indexée.

Cette redevance annuelle sera acquittée trimestriellement.

La société bénéficiera d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 12 ans à compter de la notification de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'occupation temporaire du domaine public avec la SARL Glacier d'Odysseum, pour un montant d'une part fixe de 8 510 € H.T. annuel, plus la part variable correspondant à la différence de 6% du chiffre d'affaires H.T. et de la part fixe indexée ;

- dire que la recette est inscrite au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – SCHÉMA DIRECTEUR INFORMATIQUE - MARCHÉ N°3303RI13 D'ACQUISITION ET D'INTÉGRATION D'UNE INFRASTRUCTURE TECHNIQUE ÉVOLUTIVE PERMETTANT LA MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE REPRISE D'ACTIVITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

Le schéma directeur informatique a identifié la nécessité de mettre en œuvre un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques. Ce plan de reprise d'activité permettra d'assurer le fonctionnement des infrastructures informatiques nécessaires à la continuité de fonctionnement des services au public en cas de sinistre sur les équipements constitutifs du système d'information situés au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien ce projet, un premier appel d'offres ouvert (articles 57 à 59 du code des marchés publics) a été lancé en application de la délibération n°11120 en date du 8 octobre 2012, afin de conclure un marché concernant l'acquisition et l'intégration dans l'environnement existant d'équipements techniques permettant la mise en œuvre d'un plan de reprise d'activité des infrastructures informatiques.

Ce premier appel d'offres ayant été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général, il est nécessaire de le relancer.

L'objet de la consultation consiste à choisir un titulaire pour réaliser les prestations suivantes :

- Fournir et livrer l'ensemble des éléments matériels et logiciels permettant la constitution d'une infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du plan de reprise d'activité,

- Réaliser les prestations d'intégration à l'environnement technique existant et de migration des données,

- Assurer le paramétrage, le transfert de compétences, la maintenance et le suivi du bon fonctionnement des infrastructures mises en œuvre.

Ce marché unique est composé d'une partie forfaitaire concernant les prestations décrites ci-dessus, permettant le remplacement l'infrastructure de stockage de données informatiques actuelle par une infrastructure neuve et évolutive. Avec l'émergence des projets de dématérialisation et de modernisation de l'administration, les besoins en infrastructure de stockage pour les 3 années à venir ne peuvent pas être appréhendés avec une précision suffisante pour les inclure dans la partie forfaitaire. Ainsi, ce marché est également composé d'une partie rémunérée par application de prix unitaires dans le cadre de bons de commande émis à survenance du besoin, sans minimum et sans maximum, dans les limites des budgets attribués.

Il prendra effet dès sa notification pour une durée de trois ans. Sur sa durée totale ce marché est estimé à 350 000 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la conclusion du marché n°3303RI13 pour la réalisation des prestations relatives à la mise en œuvre d'un Plan de Reprise d'Activité des infrastructures informatiques,
- dire que les crédits nécessaires à cette affaire sont inscrits au budget communautaire 2013, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, à signer le marché n°3303RI13 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. A. Barrandon, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué suppléant au Personnel, rapporte :

I Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 1 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 26 mars 2013.

II Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 26 mars 2013.

III Confirmations de poste :

a) Par délibération n°9497 du 1^{er} avril 2010 le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions d'attaché de presse (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction de la Communication.

- nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération n°9497 du 1^{er} avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de chargé de mission « sciences du vivant » au sein du service marketing et intelligence économique (n° du poste : 2002-446) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : bâtir un réseau d'entreprises cohérent représentatif du tissu régional dans le domaine de l'alimentaire, de la nutrition, des ressources en eau et des biotechnologies, conduire des projets d'animation susceptibles de fédérer les filières pour intensifier le développement complémentaire entre entreprises, apporter une expertise sur l'évolution des marchés et des technologies concernés et aider à la prospection, à l'implantation au développement et à l'internationalisation des entreprises du secteur.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure liée au management des entreprises et au marketing, d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans un domaine similaire, d'une solide expérience dans le domaine du développement économique local, d'une maîtrise des langues étrangères et au moins l'anglais.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité de promouvoir le développement économique du tissu régional et de maintenir une capacité d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des secteurs de l'agroalimentaire, de la nutrition, des ressources en eau et des biotechnologies, ce poste ne peut rester vacant.
 - fond juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- c) Par délibération n°9497 du 1^{er} avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de communication (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication.
- nature des fonctions : concevoir des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- d) Par délibération n°9497 du 1^{er} avril 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de mission accompagnement création et développement des entreprises innovantes (n° du poste : 2004-032) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.
- nature des fonctions : assure l'accompagnement efficace et contribue à la création d'entreprises ambitieuses et pérennes, participe aux actions de sensibilisation à la création d'entreprises, élabore et améliore des outils de formation et assure une veille économique dans les domaines innovants.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle significative sur un poste à responsabilité dans une structure de conseil ou d'une pépinière d'entreprise et être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 3.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des porteurs de projets dans la réalisation de leur plan d'affaire sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- e) Par délibérations n°9794 du 28 septembre 2010 et n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du service Business Innovation Center (n° du poste : 2004-660) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.
- nature des fonctions : accompagner les porteurs de projet dans la réalisation de leur plan d'affaire, assurer le suivi des entreprises pendant les premières années de leur développement, organiser la formation des porteurs de projet et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire correspondant au deuxième cycle d'études et d'une expérience similaire dans le domaine de la création d'entreprise.
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'accompagnement des entreprises en développement sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- f) Par délibération n°9528 du 27 mai 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de médiateur scientifique en charge d'organiser des manifestations à caractère scientifique (n° du poste : 2002-447) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Planétarium.
- nature des fonctions : valoriser les équipements du Planétarium et assurer la médiation scientifique auprès du public afin de faire découvrir, faire comprendre, faire apprécier par le public les séances et les spectacles d'animation.
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant à un premier cycle d'études supérieures (Bac +3) dans le domaine technique ou

scientifique.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations d'animation au sein du planétarium, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

g) Par délibération n°9902 du 15 décembre 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de responsable des expositions du Musée Fabre (n° du poste : 2002-443) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Musée Fabre.

- nature des fonctions : charger de l'organisation générale et du suivi des expositions temporaires, planifier et organiser la saison des expositions temporaires, organiser la négociation et la coordination des échanges avec les partenaires, prêteurs, comités scientifiques pour les étapes administratives, l'élaboration des éditions, la conception de la muséographie, encadrer des agents de service et préparer des montages et propositions budgétaires.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac +3) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une continuité dans la gestion des expositions temporaires du Musée Fabre, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

h) Par délibération n°10471 du 27 octobre 2011, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de chef de projet Mission d'appui grands projets stratégiques à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi (n° du poste : 2011-063) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction du Développement Economique et de l'Emploi.

- nature des fonctions : Piloter les études et projets portés par la Mission d'appui grands projets stratégiques, contribuer à un accompagnement transversal en matière d'ingénierie de projets auprès de la DDEE, coordonner et piloter la mise en place d'une stratégie touristique, coordonner une équipe de trois personnes (Mission d'appui grands projets stratégiques).
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieure d'un niveau Bac + 4 ou Bac + 5 et d'une expérience similaire dans le secteur public.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer une mission d'appui des grands projets stratégiques, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

i) Par délibération n°11317 du 20 décembre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique pour exercer des fonctions de Directeur du Conservatoire Art Dramatique (n° de poste : 2004-456) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au Conservatoire art dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

- nature des fonctions : assurer la coordination pédagogique de l'enseignement de l'art dramatique au sein du Conservatoire d'Art Dramatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience similaire.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°91-856 du 2 septembre 1991 portant échelonnement indiciaire des directeurs territoriaux d'établissement d'enseignement artistique.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité et la coordination de l'enseignement de l'art dramatique au sein du conservatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – AFFECTATION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CLAQUETTES EN VOGUE - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association 'Claquettes en Vogue', dont l'activité repose largement sur le bénévolat, a pour but d'éveiller le désir de pratiquer et de perfectionner l'activité récréative et de loisirs des claquettes. Présente depuis ses débuts à Montpellier et ses alentours, cette association regroupe aujourd'hui plus de 200 adhérents. Elle propose un large éventail de cours techniques, chorégraphiques, d'improvisation, à destination des enfants et des adultes, de tous niveaux. Elle intervient également dans les écoles maternelles, primaires, les collèges et lycées en proposant des ateliers claquettes.

Pour fêter ses 10 ans d'existence, le festival des claquettes a vu le jour en mai 2003. La réussite de cette 1ère édition a poussé l'association à renouveler l'expérience. Depuis il a lieu tous les deux ans, avec comme programme l'organisation de stages avec des professeurs de renommée internationale, des défilés avec Batucada et orchestre New Orleans, des spectacles gratuits ou payants, de l'initiation claquettes enfants et adultes...

Le 6^{ème} festival des claquettes aura ainsi lieu à Montpellier du 26 avril au 1^{er} mai 2013. Celui-ci donnera lieu à l'organisation de stages, spectacles, animations, parades, ainsi qu'une soirée de clôture au Corum, le 31 mai 2013.

Considérant l'intérêt de cette manifestation en particulier, et compte tenu des orientations de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé, à titre exceptionnel et au regard de la logistique de la manifestation, d'affecter à l'association 'Claquettes en vogue' une subvention de 6 400 € pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation d'une subvention de 6 400 € à l'association 'Claquettes en vogue',
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat correspondante, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ADHÉSION À L'ASSOCIATION LES RENCONTRES - DÉSIGNATION - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Les Rencontres est une association créée pour et par des élus en charge de la culture et de l'éducation dans les différentes collectivités territoriales de l'Union européenne et au-delà. Elle constitue une plate-forme de coopération, de débats et d'actions dans le domaine de la politique culturelle des villes, départements, régions, provinces...

Son action vise à encourager la mise en place de réelles démarches culturelles par un travail en collaboration étroite avec des experts, des universitaires, des réseaux culturels, des associations d'élus et des artistes avec lesquels se réalise un véritable travail de recherche. Cette action se traduit notamment par diverses réunions : l'assemblée générale, les rencontres nationales dans le pays qui assume la Présidence de l'Union européenne, des réunions thématiques à partir de sujets, préoccupations des élus comme le livre, la photographie, l'art contemporain, la danse, l'audiovisuel, les opéras, ... Environ 5 à 600 professionnels participent aux 7 à 8 réunions organisées chaque année. Cette association, soutenue notamment par la Commission Européenne et le Ministère de la Culture et de la Communication français, rassemble plus de 160 collectivités territoriales (villes petites, moyennes, capitales, départements, régions, countries etc.) de la Grande Europe, parmi lesquelles les Régions Île de France, Languedoc-Roussillon, Midi Pyrénées, et les Villes de Lyon, Lille, Toulouse, Marseille.

Sollicité par cette association dont le viseur national et international est important, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à l'association 'Les Rencontres', et intègre à cet effet un réseau d'acteurs culturels important en Europe.

L'adhésion, dont le coût annuel est de 1 000 €, permet à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de devenir membre associé de l'association. Dans ce cadre, il est proposé de désigner un membre du Conseil de Communauté comme représentant de la Communauté d'Agglomération au sein de l'association Les Rencontres.

A cet effet, il est proposé au Conseil de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales pour procéder à cette désignation.

A l'unanimité le Conseil adopte.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Nicole Bigas.
Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver à l'unanimité de ne pas voter au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales pour procéder à cette désignation ;
- autoriser l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association 'Les Rencontres' ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- désigner Madame Nicole Bigas, représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les instances de cette association ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT ET L'ASSOCIATION 'PRINTEMPS DES COMÉDIENS' - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association 'Le Printemps des Comédiens' organise le festival du même nom qui a lieu chaque année au mois de juin dans le domaine départemental du château d'Ô, à Montpellier, et qui est devenu l'un des principaux festivals du théâtre au plan national. L'association agit dans un souci de démocratisation culturelle et d'élargissement des publics avec la recherche de l'excellence artistique.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et notamment de la mise en place d'une politique théâtrale structurée et ambitieuse autour de la formation, l'insertion, la création et la diffusion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°11388 du 12 février 2013, d'attribuer au Printemps des Comédiens une subvention de 200 000 € pour l'année 2013. La Communauté d'Agglomération souhaite ainsi se positionner en soutien du projet artistique et culturel de l'association, en devenant partenaire du festival 2013.

Principal partenaire de cette association, le Département de l'Hérault a choisi de construire sa politique culturelle autour de l'objectif suivant : faire de la Culture un outil de cohésion sociale. Dans ce but, il a décidé de soutenir le Printemps des Comédiens pour la réalisation du festival 2013 au domaine d'Ô, domaine départemental d'art et de culture.

Considérant les volontés conjointes de la Communauté d'Agglomération et du Département de l'Hérault, il est proposé de formaliser les soutiens de ces deux partenaires à l'édition 2013 du festival Printemps des Comédiens par la conclusion d'une convention de partenariat tripartite, qui fixe en particulier les engagements de chacun des signataires.

La Communauté d'Agglomération et le Département de l'Hérault s'engagent ainsi à verser à l'association une subvention, respectivement de 200 000 € et 1 447 700 € pour l'année 2013.

En contrepartie, le Printemps des Comédiens s'engage notamment à mentionner l'aide et à faire figurer les logotypes des deux partenaires sur l'ensemble des supports de communications dédiés au festival. Les deux partenaires seront en outre invités à toutes les manifestations organisées dans le cadre du festival 2013, ainsi qu'à son inauguration et aux conférences de presse. Enfin, l'association s'engage à mettre à la disposition de l'Agglomération deux cents places gratuites à répartir sur une à cinq représentations du spectacle « Tabac Rouge » de James Thiérée, joué par la Compagnie du Hanneton entre le 15 et le 20 juin 2013 dans le « Chapiteau Rouge » installé sur le Domaine d'O, ainsi qu'un quota de place à définir pour chacun des autres spectacles du festival Printemps des Comédiens 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Département de l'Hérault et l'association 'Le Printemps des Comédiens',
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - CONVENTION D'ATTRIBUTION DU LABEL D'INTÉRÊT NATIONAL POUR L'EXPOSITION 'LE GOÛT DE DIDEROT' - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

A l'occasion du tricentenaire de la naissance du philosophe Denis Diderot, la Communauté d'Agglomération de Montpellier rend hommage à l'un des plus grands philosophes français à travers une programmation spécifique au sein de ses équipements culturels.

Ainsi, après le spectacle Diderot Bagarre, programmé par le Centre Dramatique National des Treize Vents au mois de novembre 2012, le musée Fabre et la médiathèque centrale Emile Zola organisent chacun, fin 2013, une exposition consacrée à Diderot : « Diderot, l'encyclopédie et le siècle des lumières » sera l'occasion de présenter des ouvrages de Diderot et des grands écrivains du siècle des lumières issus de la collection du réseau des médiathèques, et « Le goût de Diderot » exposera une sélection de peintures et de sculptures au musée Fabre.

Co organisée avec la Fondation de l'Hermitage de Lausanne, « Le goût de Diderot » sera présentée successivement du 5 octobre 2013 au 12 janvier 2014 au musée Fabre, puis du 7 février au 1^{er} juin 2014 à Lausanne.

Réunissant plus de 100 œuvres remarquables dont une sélection de peintures (Boucher, Chardin, Vien, Greuze, Vernet, ...) et de sculptures (Pigalle, Houdon,...) issues des grandes collections françaises et internationales (Canada, Etats-Unis, Allemagne, Italie, Royaume Uni et Pays-Bas), cette exposition souhaite faire comprendre ce qu'étaient le goût et l'œil de Diderot, en suivant ce que lui-même nous en dit dans ses célèbres critiques du Salon, écrites à partir de 1759.

Etant donné l'intérêt scientifique de cette manifestation, le ministère de la Culture et de la Communication, la Direction générale des patrimoines et le Service des musées de France lui ont apporté leur soutien par l'attribution du label d'exposition d'intérêt national, confortant ainsi l'une des composantes fortes de la politique culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : la programmation d'expositions de haute qualité.

Après les expositions Mucha en 2009, Cabanel en 2010, Redon en 2011 et Caravage en 2012, c'est la cinquième exposition au musée Fabre, en cinq ans, qui bénéficie de cette labellisation. C'est également la seconde exposition de l'année à être labellisée, après « L'Odyssée gauloise » présentée au musée Henri Prades du 27 avril 2013 au 12 janvier 2014.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 550 000 euros pour lequel l'Etat souhaite apporter une aide de 10 000 euros.

Il convient à cet effet d'établir une convention précisant les modalités de partenariat entre le Ministère de la Culture et de la Communication et la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Outre le montant de l'aide financière, celle-ci fixe sa durée à celle du présent exercice budgétaire et précise les engagements respectifs de chacun des partenaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'attribution du label "Exposition d'Intérêt National" pour l'exposition "Le goût de Diderot",
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution du label "Exposition d'Intérêt National" pour l'exposition "Le goût de Diderot" ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - TARIFS COMPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS TARIFAIRES - ADOPTION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibérations n°7108 du 21 juillet 2006, n°7416 du 22 décembre 2006, n°8276 du 26 juin 2008, n°8559 du 27 novembre 2008, n°9293 du 23 décembre 2009 et n°10676 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé les tarifs relatifs aux droits d'entrée du musée Fabre et de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran. Ces délibérations précisent les conditions tarifaires d'accès aux collections, expositions, activités du musée Fabre, les conditions d'éligibilité aux différents tarifs, ainsi que les tarifs de location des espaces privatisables du musée.

Depuis sa réouverture en 2007, l'activité du musée Fabre a évolué et des ajustements sont nécessaires afin de :

1°- favoriser les abonnements

L'abonné du musée Fabre pourra inviter à titre gratuit une personne de son choix pour la visite des collections permanentes (musée Fabre + Hôtel Sabatier d'Espeyran) le dimanche entre 14 h et 18 h en lieu et place du mercredi pendant la nocturne qui n'existe plus. Son invité bénéficiera du tarif réduit en exposition temporaire pendant les mêmes créneaux horaires.

2° - prendre en compte la spécificité des personnes en situation de handicap

Afin de préciser l'application du tarif minimas sociaux, il est spécifié que les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), disposent de la gratuité en visite libre et du tarif réduit pour les visites guidées. En outre, pour les visites adaptées (LSF, tactiles, ...), le tarif réduit est accordé aux personnes en situation de handicap. Enfin, l'accompagnant de la personne en situation de handicap bénéficie de la gratuité (si mention obligatoire portée sur la

carte d'invalidité) limitée à un accompagnant par personne.

3° - intensifier la politique en direction des familles et de la petite enfance

Afin de favoriser l'accès du public familial aux visites guidées individuelles, d'en simplifier la gestion et de permettre la vente en ligne, le tarif est simplifié et porté à 5 € par personne pour les collections permanentes et 6 € pour les expositions temporaires. Il est également précisé que les visites guidées familiales sont conçues pour les enfants de 6 à 12 ans, accompagnés d'un ou deux parents.

En outre, il est proposé que les structures de petite enfance et assistantes maternelles agréées bénéficient des mêmes tarifs et conditions d'abonnement que les écoles et accueils de loisirs.

4° - ajuster les tarifs proposés pour la location des espaces du musée Fabre

La tarification des soirées privées est revue pour prendre en compte la réalité des besoins des réservataires. Les soirées privées seront notamment tarifées en fonction du nombre de participants. Cette proposition procède à la fois d'une analyse des capacités économiques des réservataires, d'une étude comparative des dispositions prises par d'autres musées qui pratiquent une tarification au réel pour les événements privés et d'une prise en compte des coûts induits pour une soirée, variables en fonction du nombre de participants (gardiennage, nettoyage, fluides, ...). Ainsi, il est proposé de mettre en place la tarification suivante :

Formules de location	Tarif location 1/2j ou soirée	Tarif location journée
Conférence (auditorium)	1 600€	2 000€
Réception Cour Vieu ou hall Buren		
0 à 100 personnes	3 000 €	
101 à 200 personnes	4 000 €	
201 à 300 personnes et plus	5 000 €	
Reception Cour Vieu + Hall Buren	7 000 €	
Conférence et réception		
0 à 100 personnes	4 500 €	
+ de 100 personnes	5 300 €	
Visite privée (libre ou guidée)		
0 à 100 personnes	1 300 €	
101 à 200 pers.	2 000 €	
Musée privé (jours de fermeture)	10 000 €	20 000 €

En outre, le contrat-type d'occupation des espaces du musée est modifié afin de préciser le niveau de responsabilité du réservataire, et notamment les clauses d'assurance, de porter l'horaire de fin de soirée à minuit en lieu et place de 23 heures, et enfin d'intégrer une annexe technique relative à l'utilisation de l'auditorium du musée.

Enfin, il est par ailleurs nécessaire d'apporter diverses précisions :

- Les audiophones sont obligatoires pour tout groupe guidé de plus de 6 personnes dans les expositions temporaires,
- La durée de validité du billet exposition temporaire court à partir de sa délivrance et pendant toute la durée de l'exposition,
- Dans un souci de simplification des dénominations susceptibles de changements, les mentions « guide conférencier » et « guide interprète » remplacent les anciennes formulations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires susmentionnées,
- approuver le contrat-type de mise à disposition des espaces du musée Fabre,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE VENTE DU CATALOGUE DES ACQUISITIONS 1992-2012 DU MUSÉE FABRE EN LIBRAIRIES ET POINTS DE VENTE SPÉCIALISÉS - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°7934 du 16 novembre 2007, n°10680 du 29 février 2012 et n°10868 du 24 mai 2012, le Conseil d'Agglomération a autorisé la vente de catalogues et publications.

Il convient, aujourd'hui, de compléter la liste de ces ouvrages.

Le musée Fabre réalise actuellement un catalogue des acquisitions 1992-2012.

Aucun éditeur susceptible d'assurer la commercialisation et la diffusion n'ayant répondu au marché relatif à la conception, l'édition et la diffusion de ce catalogue, il est proposé de le vendre, au fur et à mesure des demandes, aux points de vente spécialisés, notamment les librairies des musées. Compte tenu d'un prix public établi à 25 €, le tarif de ventes consenti aux points de ventes spécialisés est fixé à 17 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la vente du catalogue des acquisitions 1992-2012 du musée Fabre en librairies et points de vente spécialisés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - ANNÉE SCOLAIRE 2013 - FINANCEMENT DU DÉPLACEMENT DES INTERVENANTS EXTERIEURS ET DES MEMBRES DES JURYS D'EXAMENS DE FIN D'ANNÉE ET CONCOURS D'ENTRÉE - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, en sa qualité d'établissement public d'enseignement artistique, est tenu lors des examens de fin d'année et des concours d'entrée, d'organiser des jurys dont les membres sont des personnalités qualifiées.

Conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Culture et de la Communication, les jurys, composés chacun de 3 à 5 membres, se réunissent par discipline, trente-quatre au total, parmi lesquelles la pratique des instruments, de la danse, de la direction d'orchestre, de la formation musicale, ...

Le Conservatoire à Rayonnement Régional programme également, dans le cadre de ses missions, près de 200 manifestations par an (classes de maîtres, conférences, concerts, spectacles de danse, échanges pédagogiques...), pour lesquelles des intervenants extérieurs sont sollicités.

Par délibération n°7544 du 30 mars 2007, le Conseil de Communauté a approuvé les conditions de rémunérations et de remboursement des frais de déplacement des membres de jurys et examens, et des intervenants extérieurs susmentionnés. Il est nécessaire de compléter ce dispositif en proposant que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne à sa charge leurs frais d'hébergement et de restauration, dont le coût global prévisionnel maximum s'établit à 11 000 € pour l'année 2013. Pour information les coûts de remboursement des frais de déplacement sont évalués à 15 000 € maximum sur l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le remboursement des frais de transport des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 15 000 € T.T.C.,
- autoriser la prise en charge ou le remboursement des frais d'hébergement et restauration des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 11 000 € T.T.C.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CAFÉ DE L'OPÉRA COMÉDIE - AVENANT N°3 À LA CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Par délibération n°6176 du 16 novembre 2004, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative au café de l'Opéra Comédie, avec les co-gérants de la SARL WELCOMEDIA. Consentie pour une durée de 12 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016, cette convention a fait l'objet d'un avenant n°1 dont l'objet était de réviser le montant de la redevance annuelle, désormais établi à 17 500 € H.T.

Par délibération n°7978 du 16 novembre 2007, le Conseil de Communauté a pris acte de la cession des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA à la société BALEX et son gérant, Monsieur Bernard SABAU, et autorisé la signature de l'avenant n°2 à la convention formalisant ce changement. Toutes les autres dispositions concernant notamment le montant de la redevance et la durée de la convention sont restées inchangées.

Monsieur Bernard SABAU a informé la Communauté d'Agglomération de son souhait de céder la totalité des parts sociales composant le capital social de la SARL WELCOMEDIA à Monsieur Franck VIEUJOT, domicilié à Lavérune.

Conformément à l'article 4.11 de la convention en vigueur, cette cession, qui doit faire l'objet d'un acte sous seing privé, est soumise à l'accord exprès de la Communauté d'Agglomération.

Compte tenu d'une part de la qualité de la candidature de l'acquéreur, et d'autre part du projet de développement présenté qui s'inscrit autour de la poursuite et l'amélioration de l'activité du midi existante, le développement de l'activité du soir, l'amélioration et le développement des services aux spectateurs de l'Opéra Comédie et autour des réceptions qui y sont données, il est proposé d'agréer la candidature de Monsieur Franck VIEUJOT et de prendre acte de la cession de parts sociales à intervenir, et modifier en conséquence la désignation des cocontractants de la convention d'occupation temporaire du domaine public, en mentionnant le nom du nouveau gérant de la SARL WELCOMEDIA.

Ce changement doit être formalisé par la conclusion d'un avenant n°3 à la convention en vigueur.

Toutes les autres dispositions de la convention d'occupation conclue avec la SARL WELCOMEDIA demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- agréer la candidature de Monsieur Franck Vieujot proposée par le gérant actuel de la SARL WELCOMEDIA pour l'acquisition des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA,
- prendre acte de la cession de la totalité des parts sociales de la SARL WELCOMEDIA à Monsieur Franck Vieujot,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 susvisé ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ SARIVIERE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

30 ans après la création des Fonds Régionaux d'Art Contemporain (FRAC) par les lois de décentralisation, un anniversaire national est programmé en 2013 pour valoriser l'ensemble des collections régionales. A cette occasion, les FRAC Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Côte d'Azur et Bretagne, organisent en coproduction au printemps 2013 une manifestation transrégionale faisant référence à Homère. C'est dans ce contexte que le musée Henri Prades a été une nouvelle fois sollicité par le FRAC Languedoc-Roussillon, pour participer à une programmation artistique autour de la figure emblématique d'Ulysse.

Pour l'occasion, Hubert Duprat, dont les œuvres sont présentes dans les collections de 9 FRAC différents, a été invité par le musée Henri Prades en vue d'une exposition monographique.

Cet artiste de renommée internationale montre depuis une trentaine d'année un désir constant d'initier des rapprochements inédits, d'associer connaissances scientifiques, citations mythologiques, allusions symboliques, références littéraires et savoir-faire très divers. Il explore, généralement à contre-emploi, toutes sortes de matériaux et propose une véritable fusion des arts dits majeurs et mineurs. Ses mises en œuvre procèdent de contaminations réciproques, de détournements incongrus, de jeux de correspondances imprévisibles.

Pour cette exposition à Lattes, présentée du 31 mai au 29 septembre 2013, Hubert Duprat propose une installation magistrale spécialement produite pour l'occasion. Le dispositif comprend un mur en plâtre de 20 mètres de long, qui viendra scinder de part en part l'espace dédié à l'exposition permanente. Réceptacle d'un ensemble d'éléments encastrés dans cette paroi verticale, cette sculpture monumentale agira en contrepoint « perturbateur » des collections archéologiques. Au fil de cette trajectoire imposée, le spectateur sera confronté à la découverte d'un itinéraire jalonné de formes réflexives, hypnotiques, acoustiques et poétiques, une épopée odysseenne en quelque sorte...

Cette exposition a fait l'objet d'une recherche de mécénat, et l'entreprise SARIVIERE de Lattes a proposé de fournir gratuitement les 1 000 pots en terre cuite nécessaires à la réalisation de l'œuvre originale d'Hubert Duprat.

Afin de formaliser cet acte de mécénat de compétence, il est proposé de conclure avec l'entreprise SARIVIERE une convention qui fixe et règle l'ensemble des modalités techniques et administratives du mécénat.

Ainsi, en contrepartie de l'apport en nature susvisé, évalué à 2 803,13 € T.T.C., le musée Henri Prades s'engage à faire bénéficier l'entreprise SARIVIERE d'une visite privée de l'exposition ainsi que de 50 entrées gratuites au musée. L'entreprise SARIVIERE bénéficiera également d'invitations aux manifestations du musée, et son logo sera intégré sur les documents de communication de l'exposition.

La convention prend effet à compter de la date de sa signature et jusqu'au terme de l'exposition, soit le 29 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'une convention de mécénat avec l'entreprise SARIVIERE, sise à Lattes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention de mécénat ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA, MUSÉE HENRI PRADES - CONVENTIONS DE DÉPÔT-VENTE D'OUVRAGES - AUTORISATIONS DE SIGNATURE

Mme J. CLAVERIE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine Archéologie, Site archéologique Lattara, Musée Henri Prades et Culture Occitane, rapporte :

Afin d'étoffer l'offre d'ouvrages archéologiques proposée à la boutique du musée Henri Prades, avaient été conclues en 2008 des conventions de dépôt-vente d'ouvrages avec des associations spécialisées en archéologie. Ces conventions arrivent aujourd'hui à échéance.

Aussi est-il nécessaire, afin de maintenir la qualité de l'offre d'ouvrages en vente au musée, de les renouveler. La palette de livres, revues et documents déjà en vente publique au musée serait ainsi enrichie et complétée de manière pertinente et ambitieuse.

Il est donc proposé de prévoir une nouvelle convention de dépôt-vente entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et chaque déposant : l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale, l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise et Hérault Associations Archéologiques et Archéologues (anciennement Fédération Archéologique de l'Hérault).

Chaque convention précise l'ensemble des modalités et des conditions de ces dépôt-ventes. Ainsi, chacun des partenaires s'engage à mettre gracieusement en dépôt-ventes une certaine quantité d'ouvrages proposés à la boutique du musée Henri Prades. Tous les 3 mois, un bilan des ventes est établi par le musée Henri Prades, à partir duquel le partenaire formalise une facture correspondant à la quantité vendue, et selon un prix correspondant au prix public abaissé de 30%.

Chacune des conventions sera conclue, comme les précédentes, pour une durée d'un an, renouvelable quatre fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des 4 conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale, l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise et Hérault Associations Archéologiques et Archéologues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : SPORTS – PALAIS DES SPORTS RENÉ BOUGNOL - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Agglomération Handball, qui évolue en 1^{ère} division, dispute ses rencontres de championnat de France au Palais des Sports René Bournol, transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°4848 du 22 octobre 2002.

Au regard des excellents résultats de ce club, de sa notoriété et des exigences du sport de haut niveau pour des joueurs évoluant dans l'élite nationale et européenne, il était devenu nécessaire de modifier les lieux dont il disposait tant pour les réceptions que pour les entraînements.

Par une délibération n°9043 en date du 3 juillet 2009 le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'aménagement d'une salle de réception au Palais des Sports René Bournol qui est aujourd'hui construite et mise à la disposition du club à l'occasion des rencontres de 1^{ère} division. Cet équipement est intégré dans le calcul de la redevance relative à la convention d'occupation 2012-2013, approuvée par délibération n°10961 du 28 juin 2012.

Par une délibération n°9950 en date du 26 janvier 2011 le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'une seconde phase de travaux qui a permis de créer un complexe de remise en forme et d'entretien physique comprenant une salle de gym-danse de 150 m², une salle de musculation de 100 m², une zone cardio-training de 140 m², une

zone aqua-forme de 110 m² ainsi que les locaux annexes (accueil 15 m², rangement 18 m², vestiaires 25 m²) soit un total de 563 m². Cet espace inauguré au mois de février de cette année est désormais utilisé par le club. Aujourd'hui il convient donc de modifier par voie d'avenant cette convention afin de prendre en compte ces nouveaux locaux notamment au niveau des assurances et de la redevance qui sera de 54 901,5 € pour le 2^{ème} semestre de la saison 2012 / 2013. Le montant de la redevance de la convention d'occupation du domaine public conclue avec le Montpellier Agglomération Hand Ball au titre de la saison 2012-2013 est porté à 99 921,50 € net de taxe soit une augmentation de 9 881,50€ net de taxes par rapport à la convention initiale. Un avenant n°1 à la convention initiale doit formaliser cette modification par une nouvelle rédaction de son article 2 et de l'article 14.1, les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du Palais des Sports René Bougnol pour la saison 2012-2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - BRASSERIE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°10285 en date du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention d'occupation du domaine public avec la SARL Brasserie Yves du Manoir.

Cette convention précise notamment que seront à la charge de l'occupant, l'équipement des locaux, la fourniture des matériels, la maintenance et l'entretien des locaux.

La redevance annuelle proposée est composée d'une part fixe de 27 200 € H.T. et d'une part variable en fonction du chiffre d'affaires.

Les charges feront l'objet d'une facturation forfaitaire de 6000 € révisé chaque année en fonction des charges réellement supportées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le gérant de la SARL Brasserie Yves du Manoir a informé la Communauté d'Agglomération de Montpellier de son souhait de céder son droit d'occupation à la SASP Montpellier Rugby Club qui exploitera les lieux conformément à leurs destinations soit en direct soit par la création d'une filiale.

Le principe de cette cession a été agréé par courrier en date du 29 janvier 2013.

Il est donc nécessaire de prendre acte de cette cession et de modifier l'exposé préambule de la convention d'occupation du domaine public en mentionnant le nom du nouveau titulaire du droit d'occupation.

Un avenant n°1 à la convention initiale doit formaliser ces changements, les autres dispositions concernant notamment le montant de la redevance et la durée de la convention demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de ce changement de titulaire du droit d'occupation ;
- approuver la conclusion de l'avenant n°1 à la convention d'occupation mentionné précédemment ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE N°S.13.05 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson Mondial 98, est intimement liée au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations telles que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson-Mondial 98 a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par sa délibération n°10689 du 29 février 2012 a approuvé le programme de réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation. Dans le cadre de son mandat, la SAAM a organisé un concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 du Code des

Marchés Publics.

Par délibération n°10861 du 24 mai 2012, il a été procédé à l'élection du jury du concours de maîtrise d'œuvre.

Au cours de la première réunion du jury de concours qui s'est déroulée le 5 septembre 2012, trois candidats ont été sélectionnés pour concourir. Le dossier de consultation des maîtres d'œuvre a été envoyé le 19 octobre 2012 aux trois candidats qui ont remis le 9 janvier 2013 leur rendu de niveau Esquisse +. A l'issue de la seconde réunion du jury de concours, Monsieur Jacques Martin, Vice-Président, délégué dans le domaine Sports, sur proposition motivée et après classement des candidats admis à concourir par le jury réuni le 6 Février 2013, et suite à la levée de l'anonymat par le mandataire en présence du Vice-Président, a désigné lauréate de ce concours l'équipe suivante :

- **A+ ARCHITECTURE / BET VERDIER / ARTEBA / L'ECHO / CELSIUS ENVIRONNEMENT / GAMBA ACOUSTIQUE / QUASSI / SARL EPSILON / GINGER ENVIRONNEMENT et INFRA / C&G / LIGHTTECH / IMHOTEP INGENIERIE / NOVAREA**

Le jury, à l'unanimité, a en effet considéré que la proposition de l'équipe représentée par son mandataire A+ Architecture, apportait la réponse la plus pertinente en considérant les critères définis au règlement de concours :

- Compatibilité du projet avec la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux ;
- Qualité architecturale du projet en réponse au programme ;
- Faisabilité technique du projet dans le cadre des contraintes calendaires et de continuité d'exploitation ;
- Qualité technique et fonctionnelle du projet en réponse au programme.

Les trois projets examinés étaient de qualité, le projet d'A+ Architecture se distinguant par l'unité redonnée au stade en matière de qualité architecturale.

Le lauréat s'est engagé sur une part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de 30 945 000,00 € H.T., pour un montant prévu par la maîtrise d'ouvrage de 32 400 000,00 € H.T.

Le groupement a répondu avec un montant global provisoire de rémunération de 4 595 572,00 € HT, tranches conditionnelles, options et primes comprises. Ce montant intègre les éléments suivants :

- La prime de concours d'un montant de 120 000 € HT.
 - En tranche ferme, la mission de base de maîtrise d'œuvre avec réalisation des études d'exécution pour les lots cloisons-doublage, faux plafonds, sols durs-faïences, sols souples et peinture au taux de rémunération de 12,15%, pour un montant de 3 759 817,50 € H.T ;
 - En tranche ferme, les missions complémentaires suivantes :
 1. Coordination en matière de système de sécurité incendie
 2. Etablissement, pour chaque lot de travaux, d'un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire indiquant les quantités estimées sur la base d'un avant-métré
 3. Etablissement de dossiers complémentaires, autres que ceux qui l'ont été au stade des études d'avant-projet, exigés pour autoriser la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage, et l'assistance apportée au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction
 4. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la définition et le choix d'équipements mobiliers
 5. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour le traitement de la signalétique ;
 - En tranche ferme, les autres missions complémentaires suivantes :
 1. **Option n°1** : Vérification que les notes de calcul et les documents d'exécution établis les entrepreneurs ne comportent pas d'erreur décelable par un homme de l'art ;
 2. **Option n°2** : Animation des travaux de la cellule de synthèse ;
 3. **Option n°3** : Suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages, nécessitant une présence permanente sur le chantier.
 - En tranche conditionnelle N°1, la mission complémentaire suivante :
 1. Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la mise en œuvre de la consultation et de l'information des usagers ou du public
 - En tranche conditionnelle N°2, la mission complémentaire suivante :
 1. Assistance apportée au maître de l'ouvrage par des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers
- Après la validation par le Vice-Président, la SAAM a entamé la négociation avec l'équipe lauréate, au terme de laquelle le montant global et forfaitaire provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre, d'un montant de 4 664 219,50 € H.T., tranches conditionnelles, options et primes comprises, intègre, en complément des éléments visés ci-dessus :
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux de 31 510 000,00 € H.T. comprenant :
 1. L'élargissement de l'escalier reliant le parvis Heidelberg au parking Jourdan ;
 2. La reprise de l'escalier et des accès existants à la tribune média ;
 3. La reprise des escaliers de la tribune Aigoual ;
 4. La mise en place d'un deuxième ascenseur pour desservir les dégagements supérieurs de la tribune Aigoual, à la demande du SDIS 34 ;
 5. La remise en peinture des structures des couvertures des tribunes existantes.
 - En tranche ferme, la mission de base de maîtrise d'œuvre avec réalisation des études d'exécution pour les lots cloisons-doublage, faux plafonds, sols durs-faïences, sols souples et peinture au taux de rémunération inchangé de 12,15%, pour un montant de 3 828 465,00 € H.T. ;
 - Compris en tranche ferme, pour l'application des dispositions des articles L.554-1 et s. et R.554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, la délégation au maître d'œuvre, pendant toutes les phases de l'opération, de toutes les obligations du **responsable du projet** à l'exception, s'il n'a commis aucune faute dans l'exécution de cette mission, de la prise en charge financière des conséquences de la découverte d'ouvrages, de modifications ou

d'extensions d'ouvrages ;

Le montant global et forfaitaire définitif des honoraires de la maîtrise d'œuvre sera arrêté au plus tard à l'approbation des études d'avant-projet définitif (APD).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché n°S.13.05 relatif à la maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation du stade de la Mosson Mondial 98 au groupement dont le mandataire est A + architecture pour un montant d'honoraires de 4 664 219 € H.T. correspondant au forfait provisoire de rémunération prenant en compte la rémunération de base, les missions complémentaires ainsi que les options ;
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer le marché avec le groupement dont le mandataire est A + architecture ;
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de la SAAM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : SPORTS – STADE DE LA MOSSON MONDIAL 98 - AMÉNAGEMENTS - MARCHÉS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES - CONTRÔLE TECHNIQUE N°S13.02 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ N°S13.03 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DES TRAVAUX N° S13.01 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Depuis 1974, l'histoire du stade de la Mosson, aujourd'hui stade de la Mosson Mondial 98, est intimement lié au quartier dans lequel il est implanté et à l'équipe qui y réside, le Montpellier Hérault Sport Club.

Construit et rénové au fil du temps, il a accueilli de grandes manifestations telles que la Coupe du Monde de football en 1998 et la Coupe du Monde de Rugby en 2007.

Le Stade de la Mosson-Mondial 98 a été transféré à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°4848 en date du 22 octobre 2002.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par sa délibération n°10689 du 29 février 2012 a approuvé le programme de réhabilitation du Stade, ainsi que son enveloppe prévisionnelle et a décidé de confier à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation.

Dans le cadre de son mandat, la SAAM a lancé une consultation le 14 décembre 2012, en Appel d'Offre Ouvert, en application des articles 33 et 57 à 59 du Code des marchés publics, pour des marchés de prestations intellectuelles concernant le contrôle technique ; la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ; l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux répartis en trois lots :

- Lot 1 : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux

- Lot 2 : le Contrôle Technique

- Lot 3 : la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 26 Février 2013 a décidé d'attribuer ces marchés aux sociétés suivantes qui ont établi les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères de jugement des offres définis dans le règlement de consultation:

- Lot 1 – OPC : Société S.C.O. pour un montant de 195 060 € H.T.

- Lot 2 – Contrôle Technique : Sociétés SOCOTEC – Véritas pour un montant de 409 880 € H.T.

- Lot 3 – CSPS : Société Bureau Véritas pour un montant de 75 285 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les marchés S13.01 d'OPC, S13.02 de Contrôle Technique, S13.03 de CSPS ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : SPORTS – FONDS SPÉCIAL SPORT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Un fonds spécial d'un montant de 20 000 €, a été créé au budget primitif 2013 pour soutenir des actions ponctuelles ou reconnaître des résultats sportifs dont l'audience participe à la promotion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au plan national et international.

Dans ce cadre il est proposé au Conseil d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 000 € à la société Bouliste Montpelliéraine pour l'organisation du Challenge Bernard Gasset,
- 1 500 € à l'association Socio Culturelle Jeunes Sportifs pour l'organisation d'un rassemblement national de boxe et de futsal,
- 1 000 € à l'association sportive des Arceaux pour l'organisation d'un tournoi de football,
- 2 000 € au Club de Tambourin Pignanaise pour l'organisation du Championnat d'Europe de tambourin.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de ces subventions, dont le versement est conditionné par la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : SPORTS – PISCINE LES NÉRÉIDES À LATTES - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE TRAVAUX N°2253DS10 LOT N°12 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°7727 en date du 23 juillet 2007, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation d'une piscine sur la Commune de Lattes.

Il a également approuvé le pré-programme de cet équipement, son budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation, ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre, et a désigné les membres du jury du concours.

Suite aux élections municipales et au renouvellement des Conseillers d'Agglomération, le Conseil de communauté a procédé à la désignation de nouveaux membres du jury de concours par délibération n°8149 en date du 30 avril 2008.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°8340 en date du 23 juillet 2008, l'équipe représentée par Monsieur Jean CHABANNE, Président de la SAS CHABANNE § PARTENAIRES, était désignée lauréate.

Pour la réalisation des travaux, la Communauté d'Agglomération a lancé un appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics, dont l'avis a été transmis à la publication le 28 octobre 2010.

Par délibération du Conseil d'Agglomération du 10 mars 2011, dans le cadre des marchés de travaux pour la construction de la piscine Les Néréides à Lattes le lot n°12 (traitement de l'eau) a été attribué à HERVE THERMIQUE (Saint Jean Bonnefonds) pour un montant de 330 582,31 € H.T.

Ce marché a été notifié le 4 mai 2011 pour une durée initiale globale de 20 mois.

Il a été prolongé par ordre de service jusqu'au 13/05/2013, suite au dépôt de bilan du premier titulaire du lot charpente métallique ayant conduit à une prolongation du délai global d'exécution.

Par délibération en date du 28 novembre 2012 le conseil Communautaire a autorisé la signature d'un avenant n°1 au lot n°1.

Il est proposé aujourd'hui un avenant n°1 au lot n°12.

Lot n°12 Traitement d'eau – Avenant n°1 :

Le présent avenant de travaux supplémentaires a pour objet la fourniture, pose et mise en service de déchloramineurs à lampes ultraviolet sur les circuits de traitement de l'eau des bassins sportifs et ludiques.

Récemment installés sur plusieurs piscines existantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le retour d'expérience s'avère très positif quant à l'efficacité et la fiabilité de ces équipements.

Ils participent à la fois, à l'amélioration de la qualité de l'eau en réduisant les sous-produits chlorés, et de fait à une nette amélioration la qualité de l'air en réduisant les trichloramines, pour le bien-être et la santé des baigneurs et du personnel.

Ils permettent également une réduction sensible de la consommation d'eau traitée et chauffée.

Le délai pour la réalisation de ces prestations sera prolongé d'un mois à compter de la notification du présent avenant.

Le montant de l'avenant en plus-value correspondant s'élève à 33 000.00 € H.T.

Montant initial du marché : 330 582,31 € H.T.

Montant de l'avenant en plus-value : 33 000,00 € HT.

Montant du marché : 363 582,31€ H.T., soit une augmentation de 9,9%.

Lors de la séance du 26 mars 2013, la Commission d'Appel d'Offres a donné un avis favorable à la signature de l'avenant de travaux supplémentaires pour un montant de 33 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°2253DS10 lot n°12, tel que présenté ;
- autoriser la prolongation du marché d'un mois à compter de la notification de cet avenant ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communautaire de la Communauté d'Agglomération de

Montpellier, chapitre 904 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°1 au lot n°12, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ETAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2013 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à la Communauté d'Agglomération, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°5 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2013 un objectif de 1 400 logements locatifs sociaux à financer, hors résidences pour étudiants et personnes âgées ou handicapées, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financements	Rappel objectifs 2012	Réalisé 2012	Objectifs 2013	Orientation du PLH 2013-2018
PLAI	380	423	440 (31%)	450 (30%)
PLUS	730	1 072	730 (52%)	800 (53%)
PLS ordinaire	75	39	230 (16%)	250 (17%)
TOTAL	1 185	1 534	1 400 (100%)	1 500 (100%)

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les 440 logements à financer en PLAI se décomposent en 308 logements familiaux et 132 logements adaptés ou places d'hébergement, réalisés en structures collectives de types Foyer de Jeunes Travailleurs ou maison-relais/pension de famille.

Les objectifs 2013 sont conformes, dans leur répartition entre les différents types de financements, aux orientations du PLH 2013-2018, qui fixe parmi les 1 500 logements locatifs sociaux à produire annuellement, 450 PLAI, 800 PLUS et 250 PLS familiaux.

L'Etat délègue par ailleurs à la Communauté d'Agglomération un contingent de 310 agréments PLS « spécifiques » permettant de financer la création de résidences étudiantes ou de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

L'avenant à la convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 175 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA).

Pour atteindre ces objectifs réévalués par rapport à 2012, le montant total des crédits délégués par l'Etat à la Communauté d'Agglomération en dotation initiale s'élève à 3 285 839 €, en baisse de 27% par rapport à 2012, dont 1 347 984 € dédiés au financement en PLAI de places d'hébergement et logements adaptés. Conformément à la lettre d'engagement mutuel signée par l'Etat et Action Logement le 12 novembre 2012, cette baisse doit être intégralement compensée et au-delà par une mobilisation exceptionnelle de la Participation des Entreprises à l'Effort de Construction (PEEC dénommée « 1% logement »), pour un montant de 1 652 055 €. Au global, les crédits alloués à la Communauté d'Agglomération sont en hausse de 9% pour des objectifs réévalués de 5% par rapport à 2012. L'enveloppe d'Action Logement sera fléchée sur les communes situées en zone B1 dont le marché est particulièrement tendu, selon des modalités qui, compte tenu des négociations nationales en cours, ne sont pas encore connues.

La dotation allouée par l'Etat pour « adaptations territoriales », dédiée aux opérations particulièrement difficiles à équilibrer, représentant en 2012 la somme de 269 576 €, n'est cette année pas renouvelée.

Les enveloppes d'aide de l'Etat et d'Action Logement ont été établies sur la base d'un taux de 29% de logements financés en PLAI familiaux par opération, contre 24% en 2012.

Il est proposé de fixer le montant des forfaits PLAI à 10 000 € pour les communes situées en zone 2 (Castelnau le

Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues) et à 10 200 € pour celles situées en zone 3 (les autres communes) dans lesquelles l'équilibre des opérations est difficilement atteint compte tenu des loyers réglementaires inférieurs. Le montant de l'aide PLAI « hébergement et logements adaptés » sera de 10 200 € quelle que soit la zone.

La Communauté d'Agglomération s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2013, sur ses fonds propres, un budget global de 3 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°2 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé signé avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2013 un objectif de 196 logements à réhabiliter, dont 71 locatifs, 125 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et de 12 copropriétés dégradées à rénover représentant 419 lots d'habitation.

Les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat, réaffirmées par circulaire de programmation du 1^{er} mars 2013, se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : respectivement 15 logements (13 locatifs et 2 occupés par leurs propriétaires) et 21 logements (18 locatifs et 3 occupés par leurs propriétaires),
- lutte contre la précarité énergétique des propriétaires occupants modestes : 69 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement)
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée handicap ou au vieillissement : 51 logements,
- requalification des copropriétés dégradées : rénovation des parties communes correspondant à 419 lots d'habitation.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 71 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation de l'habitat privé est fixé à 3 192 269 € (dont 539 000 € font l'objet d'une mise en réserve régionale qui sera débloquée en fonction des résultats obtenus), auquel s'ajoute l'enveloppe du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de 170 182 €, tenant compte des besoins exprimés par la collectivité pour traiter les copropriétés en difficulté.

L'annexe 2 de l'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°5 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,
- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – MISE EN OEUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ETAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNÉE 2013

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2009-2014), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2012 très satisfaisant comptabilisant 1 614 logements locatifs et 188 logements en location-accession agréés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la production 2013 s'annonce en retrait. Les prévisions de financement pour l'année en cours totalisent 1 396 logements se répartissant en 671 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 434 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 291 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ; s'y ajoutent 97 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA) qui, pour rappel ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU.

S'agissant du logement familial, la programmation 2013 représente 1 019 logements susceptibles d'être financés, dont 90% en PLUS et PLAI dont les conditions de ressources répondent aux besoins de la grande majorité des demandeurs. Les 10% restant correspondent, conformément aux prescriptions du Programme Local de l'Habitat, à la part de logements locatifs intermédiaires PLS.

S'agissant du logement spécifique, est programmée la création de 377 places en structure d'hébergement ou foyer adapté, soit 90 places en Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT), 78 places en résidence sociale de type « maison relais » dédiées à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion, 10 places en foyer d'hébergement d'urgence pour mères isolées qui pourront être accueillies avec leurs enfants, 92 autres en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), ainsi de 7 logements sociaux étudiants.

La production sociale se répartit spatialement entre un tiers pour la Ville de Montpellier et deux tiers pour les 30 communes périphériques, soit une évolution sensible par rapport à 2012 (répartition globalement équilibrée). Les

opérations recensées concernent ainsi 15 communes de la Communauté d'Agglomération en 2013.
Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2013.
Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2013, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2013 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 51 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC DES CONSTELLATIONS, LOT C2 À JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 51 logements sociaux, ZAC des Constellations, lot C2 à Juvignac. L'opération comprend 38 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Tourre-Sanchis à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% les quatre emprunts d'un montant total de 5 033 509 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 2 935 956 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 735 227 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 148 856 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 213 470 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 935 956 €	735 227 €	1 148 856 €	23 470 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté

d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 775 131,75 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 5 033 509 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 51 logements locatifs sociaux, ZAC des Constellations, lot C2 à Juvignac ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE EDEN LODGE ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 4.2 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La société FDI Promotion a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la construction de 28 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.2 à Saint-Jean-de-Védas.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture François Fontes à Montpellier.

FDI Promotion demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 4 076 000 € que la société sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4, L.2252-1 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

- Montant du prêt PSLA :	4 076 000 €
- Durée :	7 ans
dont phase de mobilisation :	2 ans (24 mois)
dont différé d'amortissement :	5 ans (60 mois), soit un remboursement du capital in fine, ou au fur et à mesure des ventes
- Echéances :	trimestrielles
- Taux d'intérêt annuel maximum :	Euribor 3 mois + 3%
- Révision du taux du prêt :	à chaque date anniversaire du prêt, nouveau taux calculé sur la base de l'Euribor 3 mois arrondi au 1/100 ^{ème} de point supérieur, constaté 2 jours ouvrés avant le début de la période, majoré de la partie fixe
- Remboursement anticipé (hors ventes consécutives aux levées d'option) :	indemnité de 3% du capital restant dû avec frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3000€)

Au cas où FDI Promotion, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 3 057 000 € représentant 75% du prêt d'un montant total de 4 076 000 € sollicité par FDI Promotion auprès du Crédit Foncier de France pour la construction de 28 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse lot 4.2. à Saint-Jean-de-Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la société FDI Promotion, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 2 Mme T. Capuozzi-Boualam et M. Y. Pellet

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 22 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LES FOLIES DU PARC - BOULEVARD PAUL VALÉRY À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 22 logements sociaux, résidence « Les Folies du Parc », boulevard Paul Valéry à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur ICADE, comprend 16 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Tourre-Sanchis à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 352 773 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 959 528 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 733 922 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 456 127 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 203 196 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	959 528 €	733 922 €	456 127 €	203 96 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des

logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 764 579,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 352 773 €, sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 22 logements locatifs sociaux, résidence « Les Folies du Parc », Boulevard Paul Valéry à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE LE MAS DE BACCARA - LOTISSEMENT LES SERRES LOT 1, QUARTIER DE MAURIN À LATTES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 9 logements sociaux, résidence « Le Mas de Baccara », lotissement « Les Serres » lot 1, quartier de Maurin à Lattes. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Hélénius, comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Garcia-Diaz à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 673 542 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 294 587 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 220 302 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 111 058 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 47 595 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements sociaux réalisées par les organismes habilités, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1, L.5111-4 et L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	294 587 €	220 302 €	111 058 €	47 59 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par le Nouveau Logis Méridional est inférieure à 12 mois,

les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75% ouvre un droit à réservation portant sur 15% des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 505 156,50 €, représentant 75 % des quatre prêts sollicités par le Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence "Le Mas de Baccara", lotissement "Les Serres" lot 1, quartier de Maurin à Lattes ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTPELLIER ET JUVIGNAC - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÊTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'usager, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montpellier et Juvignac est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;

- sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;

- le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2^{ème} trimestre 2013 ;

- les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;

- les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;

- en cas d'écèlement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :
 - pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,
 - pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
 - pour le calcul de l'écèlement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
 - le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Montpellier et Juvignac lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montpellier et Juvignac, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE LATTES ET PÉROLS - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCÈLEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n° 2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'usager, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Lattes et Pérols est celui en vigueur au 1^{er} janvier 2012. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écèlement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;
- sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;
- le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2^{ème} trimestre 2013 ;
- les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écèlement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui

alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attendant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;

- les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;

- en cas d'écèlement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,

- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;

- pour le calcul de l'écèlement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;

- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Lattes et Pérols lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Lattes et Pérols, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE PRADES LE LEZ - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCÈLEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,

- en matière d'information de l'usager, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Prades-le-Lez est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écèlement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;

- sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;
- le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2^{ème} trimestre 2013 ;
- les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écèlement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;
- les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;
- en cas d'écèlement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :
 - pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,
 - pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;
 - pour le calcul de l'écèlement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;
 - le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Prades le Lez lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Prades le Lez, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCÈLEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'usager, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2010. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- *les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;*
- *sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;*
- *le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2^{ème} trimestre 2013 ;*
- *les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, attenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;*
- *les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;*
- *en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :*
 - *pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,*
 - *pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;*
 - *pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;*
 - *le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;*

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LES COMMUNES DE MONTFERRIER-SUR-LEZ, SAINT-BRÈS ET SUSSARGUES - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÊTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas

de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable sur les Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues est celui en vigueur au 1^{er} juin 2011. Il convient de l'amender pour se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 3.3 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;

- sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;

- le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relèves effectuées au 2^{ème} trimestre 2013 ;

- les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;

- les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;

- en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,

- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;

- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;

- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers des Communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur les communes de Montferrier-sur-Lez, Saint-Brès et Sussargues, intégrant la nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION DU RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE GRABELS - INTÉGRATION DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION RELATIVE À L'ÉCRÊTEMENT DE LA FACTURE D'EAU EN CAS DE FUITE APRÈS COMPTEUR - ADOPTION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuite après compteur pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite « loi Warsmann », vise à plafonner le montant de la facture d'eau potable des abonnés domestiques en cas de consommation anormale d'eau due à une fuite après compteur, ainsi qu'à contraindre le service de distribution publique d'eau potable à informer sans délai l'abonné de ce risque de fuite.

La collectivité peut en outre faire le choix d'étendre le dispositif aux abonnés assimilés domestiques (bâtiments publics ou privés occupés par des activités tertiaires, médicales, sportives, d'hôtellerie, de restauration, d'alimentation, de loisirs...).

En revanche, ce dispositif légal n'est applicable ni aux abonnés non domestiques qui dépendent d'un régime spécifique, ni aux abonnés titulaires de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation autre qu'un simple usage familial, ni aux acheteurs d'eau en gros.

Les dates d'application du nouveau dispositif sont par ailleurs fixées :

- en matière de dégrèvement, en cas de surconsommation identifiée, dès la dernière relève de compteurs 2012,
- en matière d'information de l'utilisateur, au plus tard à compter du 1^{er} juillet 2013.

Le règlement du service de l'eau potable en vigueur sur la Commune de Grabels est celui établi préalablement au transfert de la compétence à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 1^{er} janvier 2010. Il prévoit certaines modalités de dégrèvement qu'il convient aujourd'hui de revoir afin de se mettre en cohérence avec les nouvelles dispositions légales.

Il est ainsi proposé de modifier l'article 21 de ce règlement afin d'intégrer les principales dispositions suivantes. :

- les usagers occupants d'un local d'habitation ainsi que les abonnés assimilés domestiques peuvent demander un écrêtement de leur facturation lorsque la consommation dépasse accidentellement le double de la consommation moyenne habituelle des trois dernières périodes identiques ;

- sont exclus du dispositif les abonnés non domestiques, qui dépendent d'un régime spécifique, ainsi que les acheteurs d'eau en gros ;

- le service d'eau potable informe par courrier simple l'abonné en cas de surconsommation d'eau au moment du relevé des compteurs d'eau et au plus tard lors de l'envoi de la première facture suivant le constat. A défaut de l'information mentionnée ci-dessus, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne. En pratique, cette information est fournie dès les relevés effectués au 2^{ème} trimestre 2013 ;

- les fuites susceptibles d'être prises en compte pour l'écrêtement d'une facture sont les fuites des canalisations de distribution d'eau qui alimentent les pièces du logement à partir du compteur, les fuites des canalisations qui alimentent des dépendances du logement, les fuites des canalisations utilisées pour l'arrosage d'un jardin lorsqu'il s'agit d'un jardin à usage exclusivement familial, appartenant au logement de l'abonné et alimenté en eau par le même compteur que ce logement ;

- les fuites qui ne sont pas prises en compte sont les fuites après compteur dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, les fuites provenant de branchements spécifiques destinés principalement à un usage d'arrosage ou d'irrigation et si, dans le mois qui suit l'information relative à la surconsommation, l'abonné ne transmet pas une attestation d'une entreprise de plomberie de réparation de la fuite concernant son installation privative et indiquant la date de la réparation ainsi que la localisation de la fuite ;

- en cas d'écrêtement, le service de l'eau recalcule la facture sur la base des assiettes suivantes :

- pour les parts eau potable, redevance prélèvement et redevance pour pollution domestique, l'assiette de facturation est le double de la consommation moyenne habituelle de l'abonné,

- pour les parts assainissement et redevance modernisation des réseaux de collecte, l'assiette de facturation est la consommation moyenne de l'abonné ;

- pour le calcul de l'écrêtement de la facture, la consommation moyenne est définie comme suit : volume d'eau moyen consommé par l'abonné ou par un ou plusieurs abonnés ayant occupé le local d'habitation, pendant une période équivalente au cours des trois années précédentes ou, à défaut, le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans les locaux d'habitation de taille et de caractéristiques comparables ;

- le service de l'eau peut procéder à tout contrôle nécessaire. En cas d'opposition à ce contrôle de la part de l'abonné, le service de l'eau engage, s'il y a lieu, les procédures de recouvrement ;

Le Règlement du service de l'eau potable ainsi modifié a été présenté et examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est tenue le 25 mars 2013.

Une information sur les modifications apportées au Règlement du service sera faite aux usagers de la Commune de Grabels lors de l'envoi par le service de l'eau potable de la prochaine facture.

Enfin, un état mensuel et annuel des dégrèvements accordés et de leurs conséquences financières sera réalisé afin d'appréhender les incidences de ces nouvelles dispositions réglementaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les modifications du Règlement du service de l'eau potable sur la Commune de Grabels, intégrant la

nouvelle réglementation en matière de dégrèvement en cas de fuite d'eau après compteur, soit les dispositions du décret n°2012-1078 du 24 septembre 2012 pris pour application de l'article 2 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit dite "loi Warsmann",

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : EAU ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DE RÉFECTION DE TRANCHÉES - MONTPELLIER - CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire et gestionnaire de la voirie communale sur son territoire.

Le Règlement de Voirie approuvé par la délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 1998 fixe les obligations faites aux intervenants sur la voirie en matière de remblaiement des tranchées et de réfection de revêtements.

Dans le cadre de la coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique, il peut être nécessaire de regrouper les interventions de réfection de voirie avec une remise en état du patrimoine ou de procéder à la réfection définitive des tranchées pour lesquelles la réfection provisoire réalisée par les intervenants concernés n'est pas satisfaisante en matière de tenue au foisonnement.

Dans cette perspective, et dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la Ville de Montpellier envisage la création d'un groupement de commandes dans un souci d'optimisation des coûts et des conditions de réalisation des différentes opérations de réfection de voirie.

Le groupement est constitué des intervenants suivants :

- La Ville de Montpellier,
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Véolia Eau – Compagnie Générale des Eaux,
- Electricité réseau Distribution France,
- Gaz réseau Distribution France,
- France Télécom,
- Free

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville de Montpellier sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée à ce titre de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter le marché de travaux. La Commission d'Appel d'Offres de la Ville de Montpellier sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché.

Le marché à conclure est un marché à bons de commande, la nature des besoins ne pouvant être identifiée préalablement. Il comprendra un montant minimum de 300 000 € H.T. et un maximum de 1 200 000 € H.T., aura une durée d'1 an reconductible 3 fois, ce qui portera sa durée maximale à 4 ans.

Dans son annexe, la convention fixe également les principes de répartition des montants minimum et maximum annuels de travaux mis à la charge de chacun des membres du groupement. La part relative à la Communauté d'Agglomération de Montpellier est limitée, l'enveloppe prévisionnelle annuelle de cette dépense étant comprise entre 2 500 et 10 000 € H.T., soit 2 290 à 11 960 € T.T.C. En effet, le recours par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ce marché sera exceptionnel, les opérations de pose de canalisations d'eau potable ou d'assainissement prévoyant systématiquement une réfection définitive de la chaussée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de groupement de commandes avec notamment la Ville de Montpellier en vue de la réalisation des travaux de réfection des tranchées sur la voirie communale,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'eau potable et au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : EAU ET ASSAINISSEMENT – SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CRÉATION D'UN SYSTÈME D'ASSAINISSEMENT INTERCOMMUNAL DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS DES COMMUNES DE SUSSARGUES ET SAINT GENIÈS DES MOURGUES - AVANT-PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération approuvé par délibération n°6222 en date du 21 décembre 2004 prévoit la création d'un nouveau système d'assainissement pour les Communes de Sussargues et Saint Geniès des Mourgues.

Cette opération va permettre la suppression des stations d'épuration des communes précitées aujourd'hui arrivées à saturation et ne répondant plus aux exigences réglementaires en terme de qualité de rejet.

Pour sa mise en œuvre, le bureau d'études ENTECH a été désigné maître d'œuvre de la construction de la future station intercommunale et le cabinet MERLIN maître d'œuvre de la réalisation du réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues. Les études d'avant-projet étant à présent achevées, il convient de les approuver et de fixer le coût prévisionnel définitif des travaux.

Ces études tiennent compte des dispositions retenues à l'issue des études préliminaires.

La capacité nominale de **la station d'épuration** sera de 7 200 équivalents-habitants compte tenu notamment des extensions des zones urbanisées prévues par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Le site de l'actuelle station d'épuration de Saint Geniès des Mourgues sera conservé et complété par l'acquisition de terrains mitoyens : la parcelle cadastrée AM72 a d'ores et déjà été achetée en totalité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et 1 000 m² de la parcelle AM86 sont en cours d'acquisition. Ce nouveau site, d'une superficie totale de 11 500 m², est riverain du ruisseau du Font Rouge, affluent de la Viredonne, qui se jette à 11 km dans l'Etang de l'Or et qui constituera le lieu de rejet des effluents traités.

Le niveau de traitement requis est le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible. Il comprend le traitement des paramètres azote et phosphore. La filière de traitement eau comprend un prétraitement constitué d'un dégrilleur automatique avec compactage et ensachage des refus, un dessableur-dégraisseur, un bassin d'aération de type boues activées faible charge, un clarificateur, une déphosphatation physico-chimique et un traitement tertiaire de filtration mécanique.

L'épuration sera en outre affinée par le passage sur une zone de rejet végétalisée avant rejet à la Viredonne.

La filière boues sera composée de filtres par lits plantés de roseaux.

Les ouvrages projetés comprennent enfin tous les équipements de mesure nécessaires pour assurer l'autosurveillance réglementaire de la station d'épuration.

À l'issue des études d'avant-projet, le coût des travaux de construction de la station d'épuration est évalué à 2,5 M € H.T. Ce coût est conforme aux estimations du programme initial.

Pour la réalisation **du collecteur intercommunal de transit** des effluents de Sussargues vers Saint Geniès des Mourgues, les études d'avant-projet ont permis de préciser le tracé proposé et ses caractéristiques. Il part de l'actuel poste de refoulement du 8 mai 1945, reprenant l'ensemble des effluents du réseau de collecte de Sussargues. Ce poste sera supprimé et remplacé par un réseau gravitaire longeant le ruisseau le Valentibus jusqu'au complexe sportif Jules Rimet. Au niveau de ce dernier, un poste de refoulement sera créé ; les eaux usées du complexe y seront raccordées. A l'aval, la conduite de refoulement franchira le Bérange puis la route de Sommières pour aller jusqu'au quartier des Mourguettes. Ce tracé permettra le raccordement au système de collecte de l'auberge du Bérange dont les installations d'assainissement autonomes pourront être mises hors service. La réalisation de ce raccordement est prise en compte dans le projet. Le tracé empruntera ensuite le chemin de Peyrouses et le chemin des Genêts ce qui permettra de remplacer le réseau gravitaire existant vétuste puis de reprendre le réseau actuel le long de la voie ferrée. La fin du tracé reprend celui de la canalisation principale existante qui rejoint la station d'épuration. Cette canalisation devra être également remplacée pour disposer des capacités hydrauliques nécessaires. À l'issue des études d'avant-projet, le coût des travaux de construction de ces ouvrages de transfert est estimé à 2,2 M € H.T. Ce coût est supérieur de 100 000 € H.T.(+4,76%) au coût du programme de maîtrise d'œuvre, arrêté à l'issue des études préliminaires. Cette évolution résulte de la nécessité de poser une nouvelle canalisation de trop plein du poste de refoulement au niveau du stade de Sussargues jusqu'au Bérange, la réutilisation de l'existante étant impossible compte tenu de son état.

Le coût global d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'œuvre, les campagnes de mesures de topographies et de géotechniques, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève à 5,8 M € H.T., soit 6,9 M € T.T.C.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse et du Département de l'Hérault notamment qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avant-projet de la station d'épuration de Sussargues-Saint Geniès des Mourgues pour un montant de 2,5 M € H.T. représentant le coût prévisionnel définitif des travaux,
- approuver l'avant-projet du réseau de transfert des effluents de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues pour un montant de 2,2 M € H.T. représentant le coût prévisionnel définitif des travaux,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de la station d'épuration et du réseau de transfert de Sussargues sur Saint Geniès des Mourgues dont le coût global d'opération est évalué à 5,8 M€ H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : ENVIRONNEMENT – DEMETER - TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3296GD13 POUR L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs (CTRS) DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 18 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres (400 000 habitants) et a traité pour l'année 2012, 22 142 tonnes de déchets.

L'ancienneté de la conception du process de tri et l'augmentation des quantités de déchets triés par les habitants de l'Agglomération conduisent à envisager la modernisation et l'extension selon un calendrier qui prévoyait initialement une mise en service des nouvelles installations fin 2015-début 2016.

Les conséquences de la réforme de la fiscalité locale ont toutefois conduit la Communauté d'Agglomération à devoir réviser fin 2012 la programmation pluriannuelle de ses investissements, notamment en étudiant les possibilités de repousser le calendrier de rénovation du CTRS.

Une mission complémentaire a été confiée au bureau d'études SAGE Services Environnement, en charge pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du parti d'aménagement et la rédaction du cahier des charges de maîtrise d'œuvre de la rénovation du centre de tri, afin de définir, sur la base d'un audit complet des installations existantes, les durées de vie résiduelles des équipements majeurs, ainsi que les aménagements à réaliser en vue de fiabiliser le fonctionnement du CTRS pendant la période la plus longue possible, compatible avec le maintien des performances de l'installation voire leur amélioration. Cette mission conclut à la possibilité d'une poursuite de l'exploitation du CTRS pendant une période de cinq années moyennant un investissement modéré permettant une fiabilisation du process ainsi que des gains de performances. La mise en service des nouvelles installations peut donc être envisagée fin 2017.

L'exploitation du Centre de Tri DEMETER est actuellement assurée par la société SMTVD, dans le cadre d'un marché de prestations de service d'une durée initiale de 5 ans qui a été prolongée de 9 mois par délibération n°11313 du 20 décembre 2012, pour prendre en compte les modifications présentées ci-avant. Il s'achève le 30 septembre 2013.

Il convient donc d'organiser une nouvelle consultation d'entreprises, par voie d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 3°alinéa et 57 à 59 du Code des marchés publics, intégrant l'ensemble des conséquences de cette nouvelle situation pour désigner le nouvel exploitant du centre de tri Demeter, à compter du 1^{er} octobre 2013.

La consultation pour l'attribution de ce marché de prestations de services fait l'objet d'un lot unique pour une durée maximale de 4 ans et 3 mois, décomposée en une tranche ferme de 3 ans et 3 mois du 1^{er} octobre 2013 au 31 décembre 2016 et 4 tranches conditionnelles de 3 mois jusqu'au 31 décembre 2017. Les prestations comprennent en outre la réalisation par l'exploitant des travaux d'aménagement confortatifs sur les équipements de tri et de sécurité identifiés dans le cadre de la mission complémentaire confiée à SAGE Services.

Le montant estimatif du marché sur la base des tonnages prévisionnels s'élève à 13 100 000 € H.T. pour la tranche ferme et les 4 tranches conditionnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour le marché d'exploitation du centre de tri Demeter,
- décider de lancer un appel d'offres ouvert pour le marché précité,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 et chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le titulaire retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1, signer tout document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : ENVIRONNEMENT – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - ORGANISMES EXTÉRIEURS - ASSOCIATIONS AMORCE ET MÉTHÉOR - ADHÉSION 2013 - APPROBATION

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Afin de participer aux grands débats sur la gestion des déchets, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités

ayant la compétence de gestion des déchets, et d'autre part à l'association MÉTHÉOR, représentant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation.

Dans le cadre de ces adhésions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation de très grande qualité.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2013 à 2 000 € pour MÉTHÉOR et à 3 005,34 € pour AMORCE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations Amorce et Méthéor pour 2013,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2013, chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – VOIRIE TRANSPORT - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3288TV13 POUR LA MISE EN ACCESSIBILITÉ DES QUAIS DE VOYAGEURS - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La loi 2005-105 du 15 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose l'aménagement de la chaîne de déplacement pour les personnes en situation de handicap. Cette chaîne comprend le cadre bâti, la voirie, les espaces verts et le système de transport.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, autorité organisatrice des transports, doit réaliser les travaux nécessaires d'adaptation des quais voyageurs aux normes d'accessibilité, conformément au Schéma Directeur d'Accessibilité approuvé par la délibération n°9259 du Conseil Communautaire du 26 novembre 2009.

Pour la mise en accessibilité du réseau bus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fait appel à un opérateur économique dans le cadre d'un marché à bons de commande qui s'achève au 31 décembre 2013.

Il convient donc de relancer une procédure de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics.

Ce marché concerne des travaux de voirie, le mobilier urbain, l'éclairage public et les signalisations horizontales et verticales.

Ce marché à bons de commande, à prix unitaires, prendra effet au 1^{er} janvier 2014, pour une période d'un an renouvelable trois fois.

Les réalisations s'adapteront aux contraintes imposées par les collectivités gestionnaires de voirie tant en termes de planning que de spécificités techniques. Afin de permettre notamment un ajustement financier à ces contraintes, dans le respect du budget global alloué, il est proposé de ne pas fixer de seuils minimal et maximal à ce marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises pour la réalisation de travaux de mise en accessibilité des quais de voyageurs,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert correspondant,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le titulaire retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire et prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : VOIRIE, JALONNEMENT – VOIRIE D'AGGLOMÉRATION - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3317TV13 D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, D'INTERVENTION SUR LES MÂTS DE JALONNEMENT LUMINEUX ET DYNAMIQUES ET SUR LES MOBILIERS ASSOCIÉS AUX LIGNES DE TRANSPORT COLLECTIF - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

Mme H. QVISTGAARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Voirie, Jalonnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, gestionnaire des voiries d'intérêt communautaires, procède à la maintenance électrique de son mobilier urbain qui comprend l'éclairage public, les mâts de jalonnement dynamique et lumineux, ainsi que les mobiliers associés aux lignes de transports collectifs.

Le marché en cours concernant ces travaux, arrive à échéance au 31 décembre 2013.

La poursuite de l'exécution de ces travaux nécessite de relancer une procédure de consultation, sous forme d'appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics :

Ce marché à bons de commande prendra effet à sa date de notification, pour une période d'un an renouvelable trois fois.

L'évolution permanente du patrimoine de voirie communautaire, liée aux rétrocessions successives de voies de parcs d'activités communautaires par les différents aménageurs, au transfert de gestion de voies par les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ne permet pas d'estimer de manière exacte l'ampleur des interventions à entreprendre. Afin que la Communauté d'Agglomération de Montpellier puisse adapter son programme de gestion annuel aux besoins du patrimoine géré, il est proposé de ne pas fixer de seuils minimum et maximum à ce marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de consultation des entreprises correspondant au marché des travaux d'éclairage public, d'intervention sur les mâts de jalonnement lumineux et dynamiques et sur les mobiliers associés aux lignes de transport collectif, à réaliser sur la voirie d'agglomération,
- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert pour les travaux précités,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire et à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : HORS COMMISSION – CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'OPH-ACM - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Aménagement et construction de Montpellier (OPH-ACM) a pour mission de développer, gérer et entretenir un parc immobilier de logement social de qualité sur le territoire de l'agglomération.

Par délibération n°8395 du 23 juillet 2008, le nombre d'administrateurs a été fixé à 23 dont 1 membre désigné par l'Union Départementale des Associations Familiales du département en application de l'article R 421-5 du Code la Construction et de l'Habitation.

Par courrier reçu le 29 mars 2013 le président de l'OPH-ACM a informé le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la désignation par l'UDAF 34 de Monsieur Claude RICO, en tant qu'administrateur de l'OPH-ACM, en remplacement de Monsieur Jean-Michel PENAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de la désignation de M. Claude RICO, représentant de l'UDAF au Conseil d'Administration de l'OPH ACM en remplacement de M. Jean-Michel Penas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.